



Nations Unies

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies

Janvier-décembre 1999

**Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-cinquième session
Supplément N° 31 (A/55/31)**

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-cinquième session
Supplément N° 31 (A/55/31)

**Rapport du Conseil
de l'Université
des Nations Unies**

Janvier-décembre 1999



Nations Unies • New York, 2000

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Préface du recteur		vi
I. Bilan de l'année	1–24	1
II. La recherche de l'Université : questions et principaux résultats	25–59	5
A. Monde en transition	25–27	5
B. Paix et conduite des affaires publiques	28–36	5
C. Environnement et développement durable	37–59	10
III. Activités relatives à la création de réseaux	60–72	19
IV. Renforcement des capacités	73–92	23
V. Diffusion des résultats de la recherche	93–104	29
VI. Recettes, dépenses et effectifs	105–107	34
 <i>Annexes</i>		
I. Données statistiques préliminaires relatives aux activités de l'UNU		38
II. Nouveaux accords conclus par l'UNU en 1999		42
III. Contributions apportées au système des Nations Unies et liens noués avec ce dernier		44
IV. Partenaires ne faisant pas partie des organismes de l'ONU		46
V. Titres publiés en 1999		47
VI. Contributions reçues entre le 1er janvier et le 30 septembre 1999		50
VII. Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies en 1999		53

Abréviations

ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CREA	Consortium pour la recherche économique en Afrique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
INFOODS	Réseau international de systèmes de données alimentaires
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNU	Université des Nations Unies
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNU/BIOLAC	Programme de l'UNU sur la biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes
UNU/CI	Cours internationaux de l'UNU
UNU/IAS	Institut des hautes études de l'UNU
UNU/IIST	Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels
UNU/ILA	Initiative internationale de formation des dirigeants

UNU/INRA	Institut des ressources naturelles en Afrique
UNU/INTECH	Institut de l'UNU pour les nouvelles technologies
UNU/INWEH	Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé
UNU/PFEG	Programme de formation sur l'énergie géothermique de l'UNU
UNU/WIDER	Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement
WIID	World Income Inequality Database

Préface du recteur

Faire face aux défis du XXI^e siècle

En 1999, nous avons tracé les grandes lignes de l'avenir de l'Université des Nations Unies (UNU) en précisant comment nous pourrions au mieux achever les travaux figurant à l'ordre du jour du XX^e siècle et nous attaquer à ceux du XXI^e siècle. Le vendredi 3 décembre 1999, le Conseil d'administration a adopté le Plan stratégique 2000 : Approfondir les connaissances en matière de sécurité et de développement humains, qui est venu conclure une période critique marquée par diverses activités : réévaluation, examen par les pairs, groupes de réflexion, projets pilotes et dialogue intensif à l'intérieur et à l'extérieur de l'institution.

Le Plan stratégique donne les grandes lignes d'une démarche qui permettra à l'Université des Nations Unies de devenir un outil de recherche et de création des capacités plus ouvert et plus efficace, venant combler une importante lacune en tant qu'université mondiale dans un contexte de mondialisation croissante. Ce plan énonce les principes qui devront guider l'action de l'Université et lui permettre d'atteindre le plus haut niveau possible de qualité et de pertinence, notamment dans la sélection et l'application de ses travaux de recherche et études d'orientation, ainsi que dans la création des capacités. Dans la poursuite de cette démarche, le Plan stratégique insiste sur l'excellence et l'efficacité des processus de gestion et fixe un certain nombre d'objectifs que l'Université devrait s'efforcer d'atteindre au cours des quatre prochaines années. Il s'est agi au premier chef pour les membres de la famille de l'UNU de multiplier leurs contacts avec leurs confrères au sein de la communauté universitaire internationale, leurs collègues du système des Nations Unies, leurs partenaires dans les pays en développement, en particulier en Afrique, ainsi que les parties prenantes dans les pays hôtes de la famille de l'UNU, en particulier le Japon.

La gestion de l'Université est axée en priorité sur le renforcement du rôle de l'UNU en tant que ressource intellectuelle stratégique pour le système de coopération multilatéral. Les travaux de l'Université sur les causes des guerres civiles et sur les politiques de prévention des conflits sont un bon exemple à cet égard et le Secrétaire général s'en est considérablement inspiré dans son rapport annuel ainsi que dans ses discours politiques ultérieurs. En 1999, l'UNU a notamment resserré ses liens de coopération avec un certain nombre de départements du Secrétariat de l'ONU ainsi qu'avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). L'UNU a collaboré avec l'UNESCO aux activités de suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, du programme UNITWIN/Chaires UNESCO, de la Conférence mondiale sur la science et du Programme hydrologique international, ainsi qu'au renforcement des capacités dans les domaines des logiciels pédagogiques et du développement de programmes d'études en informatique. Mais afin d'enrichir le système des Nations Unies, l'Université doit également servir de pont entre la communauté universitaire internationale et l'Organisation des Nations Unies. Une tâche prioritaire consiste à continuer de formuler des modalités plus diverses et novatrices permettant à l'Organisation des Nations Unies de tirer plus efficacement avantage des ressources intellectuelles des universités et des instituts de recherche spécialisés dans différentes parties du monde. L'UNU s'efforce de resserrer ses liens de collaboration avec les institutions qui lui sont associées, d'importants groupes de recherche, des

organismes internationaux et les entreprises qui ont des objectifs analogues aux siens. Parmi de nombreux autres accords de collaboration, on peut citer ceux que l'Université a signés avec le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) concernant les questions de développement et avec l'Université de Gand au sujet de l'organisation d'un programme de formation internationale sur la diversité biologique. Le Réseau sur les denrées alimentaires et la nutrition de l'ONU dont la coordination est assurée par l'Université Cornell a remarquablement contribué à renforcer des instituts spécialisés dans ce domaine au Chili, au Guatemala, en Inde et en Thaïlande. En 1999, l'Université des Nations Unies a lancé un nouveau programme axé sur l'Afrique subsaharienne. L'ONU met par ailleurs au point de nouvelles modalités de collaboration au niveau international axées sur le renforcement de la viabilité de l'utilisation des terres et sur l'amélioration des conditions de vie dans les zones arides du Sahara et d'Asie centrale.

Aucune de ces activités n'aurait été possible sans le soutien généreux des pays hôtes du Centre et des instituts de l'Université ainsi que d'autres gouvernements de par le monde. L'ONU s'est tout particulièrement efforcée et a fait, je crois, d'excellents progrès en la matière, d'établir des liens avec les parties prenantes dans le pays hôte du Centre des Nations Unies, à savoir le Japon. Nous collaborons avec le Cabinet du Premier Ministre à l'Organisation du « Ship for World Youth ». La phase pilote des cours internationaux de l'ONU a pris fin en 1999 et l'ONU a multiplié ses séminaires mondiaux à travers le Japon, de Hokkaido à Okinawa. En 1999, l'Université des Nations Unies a accueilli avec reconnaissance non seulement les contributions des pays hôtes de l'Institut, mais encore l'important appui à ses programmes fourni par les Gouvernements belge, canadien, chinois, jordanien et tunisien. L'ONU est par ailleurs en pourparlers avec les Gouvernements allemand et suisse au sujet d'initiatives futures.

La collaboration avec des institutions de par le monde contribue à donner une perspective véritablement mondiale aux travaux de l'ONU.

- Les travaux de l'ONU sur le conflit au Kosovo, mettant en lumière les principales répercussions de l'intervention humanitaire sur la politique mondiale fournissent un excellent exemple en la matière.
- On trouve un autre exemple dans le projet que l'Université a entrepris en collaboration avec le PNUD de compiler toutes les données existantes sur l'inégalité des revenus dans une base de données mondiale à ce sujet. L'analyse de l'ONU en la matière révèle que dans la plupart des pays du monde ces disparités se sont accentuées, phénomène qui fait peser une menace à la fois sur la croissance économique soutenue et sur l'action mondiale en vue d'atténuer la pauvreté.
- Dans la poursuite de son initiative de recherche sur l'absence totale d'émission de polluants lancée il y a cinq ans, l'ONU a organisé un forum à ce sujet qui a réuni des représentants d'entreprises, de gouvernements et de la communauté scientifique et comportait trois principaux objectifs : recherche, renforcement des capacités et création de réseaux.
- Un dernier exemple est fourni par les travaux d'analyse que l'Université a effectués sur les processus complexes qui touchent l'environnement mondial en vue de fournir un cadre pour les accords et les traités de l'ONU propice à une approche plus coordonnée en matière de politique environnementale.

La diffusion des conclusions des travaux de l'UNU auprès des universitaires, des décideurs et du public continue d'être un important aspect de notre mission. Les livres, les articles de journaux, les notes d'orientation politique et les articles de presse sont les principales modalités de diffusion des résultats des travaux de l'UNU encore que pour ce faire nous ayons de plus en plus recours à des groupes d'étude et à des séminaires à l'intention d'audiences ciblées, organisés à New York et à Genève ainsi qu'ailleurs dans le monde. Les forums publics de l'Université organisés à New York sur le problème de la prévention des urgences humanitaires constituent un bon exemple en la matière. L'UNU considère de plus en plus la diffusion électronique et les CD-ROM comme étant le moyen le meilleur marché d'atteindre de plus larges audiences tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, aussi avons-nous l'intention d'y avoir de plus en plus recours à l'avenir.

On trouvera des renseignements plus détaillés à ce sujet et sur de nombreuses autres questions dans le présent rapport annuel. Il ressort de l'ensemble des problèmes ciblés et des réformes auxquelles nous procédons que l'Université est une institution qui privilégie une coopération constructive et de qualité, qui est orientée vers l'avenir et s'emploie à contribuer utilement au règlement des difficultés qui subsistent et à celles qui se font jour en matière de sécurité et de développement humains.

Le recteur
(*Signé*) Hans van **Ginkel**

Chapitre premier

Bilan de l'année

Aperçu général et introduction

1. L'année 1999, la vingt-quatrième pour l'Université des Nations Unies (UNU), a été caractérisée par l'élaboration du premier plan stratégique de l'Université ainsi que par le lancement d'initiatives pilotes dans le nouvel esprit de la mise en valeur de l'Université qui consiste entre autres à rapprocher l'Université du système des Nations Unies ainsi que de ses partenaires au sein de la communauté universitaire internationale et des parties prenantes dans les pays hôtes de l'UNU, en particulier le Japon. En 1999, l'UNU a par ailleurs lancé de nouvelles activités, notamment des projets concrets relatifs à l'intégration du renforcement des capacités à la gestion de l'approvisionnement en eau ainsi que la phase pilote des cours internationaux de l'UNU (UNU/CI).

2. La mission de l'Université est de « contribuer, par la recherche et le renforcement des capacités, à résoudre les problèmes mondiaux urgents auxquels l'ONU et ses États Membres accordent une attention prioritaire ».

3. Les quatre tâches essentielles dont l'UNU doit s'acquitter dans l'exercice de son mandat sont de constituer une communauté internationale de chercheurs; de servir de pont entre l'ONU et la communauté universitaire internationale; d'être un groupe de réflexion pour l'ONU; et d'apporter un soutien à la création de capacités, notamment dans les pays en développement.

4. L'Université a axé ses travaux sur deux domaines thématiques : a) paix et gouvernance et b) environnement et développement durable, domaines dans lesquels l'Université entreprend des travaux de recherche, dispense une formation et établit des réseaux portant sur un large éventail de questions les plus diverses – technologie de l'information, inégalité, changement climatique et prévention des urgences humanitaires. Les résultats des travaux de l'Université sont diffusés par l'intermédiaire de groupes de haut niveau, de conférences, d'ateliers, de livres, de journaux et de bulletins ainsi que sur Internet.

Plan stratégique

5. Si 1998 a été une année d'évaluation et de bilan, 1999 a été caractérisée par une planification stratégique. Il s'est agi d'évaluer la situation face à laquelle se trouve l'Organisation des Nations Unies au XXI^e siècle et d'identifier les problèmes importants encore incompris ou mal compris ainsi que les domaines dans lesquels les travaux de l'UNU auraient les plus grandes répercussions. Sur un plan plus pratique, il s'est agi de réorienter les activités universitaires et de renforcer les capacités pour mener cette action. Dans ce plan stratégique, l'Université définit une série d'objectifs institutionnels en vue d'évaluer les résultats de ses travaux et d'assurer la qualité de la recherche et de la création des capacités.

Conseil d'administration

6. Le Conseil d'administration, l'organe directeur de l'Université, a tenu sa quarante-sixième session au siège de l'ONU à Tokyo, du 29 novembre au 3 décembre 1999. Ses délibérations ont porté sur quatre principaux sujets : examen des activités menées pendant l'année; examen et adoption du plan stratégique pour l'Université pour 1999-2002; et approbation du programme et du budget pour l'exercice biennal 2000-2001. Le Conseil a aussi examiné les progrès accomplis dans l'application des recommandations des évaluations extérieures et dans la mise en oeuvre d'un certain nombre de nouveaux programmes de l'ONU.

Domaines d'activité et faits marquants en 1999

Paix et conduite des affaires publiques

7. Les conflits, et leurs développements, au Kosovo, au Timor oriental et en Tchétchénie ont constitué des défis complexes pour la communauté internationale. La consultation au Timor oriental a été organisée et soutenue par l'ONU dès le début; mais il se peut fort bien que le conflit du Kosovo soit perçu comme un point tournant dans le domaine des affaires internationales : un moment où des alliés sont intervenus pour des motifs humanitaires et sans mandat du Conseil de sécurité. L'Université a analysé les conséquences de la crise du Kosovo d'un point de vue normatif, opérationnel et structurel, pour voir la façon de comprendre et d'interpréter la politique mondiale.

8. La guerre moderne est de plus en plus l'affaire de conflits à l'intérieur des pays. L'ONU s'est donné comme priorité de comprendre les causes de ces conflits et trouver les moyens politiques qui permettraient d'éviter les urgences humanitaires complexes¹. Des travaux récents ont aussi porté sur les rôles des divers types d'intervenants (intervenants multilatéraux, régionaux, et nationaux et organisations non gouvernementales) dans ce processus.

9. Des travaux récents de l'ONU présentent des propositions précises indiquant qu'un nouveau message mondial et un nouveau cadre institutionnel sont nécessaires dans la contingence internationale actuelle : des propositions selon lesquelles les avantages atteints par la libéralisation des marchés mondiaux devraient être soigneusement accompagnés de mesures visant le maintien de la paix mondiale, la stabilité économique universelle, le développement humain et l'utilisation viable des ressources mondiales.

Environnement et développement durable

10. L'ONU a réuni toutes les données qu'il était possible de trouver sur les inégalités dans une banque de données du PNUD qui porte le nom de Banque mondiale de données sur les inégalités de revenus (BMDIR)². L'analyse faite par l'ONU montre des augmentations dans la plupart des pays du monde et indique que cet accroissement des inégalités constitue une menace à la fois à la croissance économique durable et aux efforts mondiaux de dépaupérisation.

11. On s'inquiète de plus en plus de ce que l'information soit en train de devenir un facteur comme le revenu et la richesse, en fonction duquel on reconnaît les pays riches et les pays pauvres. De façon générale, l'utilisation de la technologie de

l'information est si largement répandue dans l'économie mondiale qu'aucun pays ne peut ignorer plus longtemps la nécessité d'investir dans ces technologies s'il souhaite améliorer le niveau de vie de ses citoyens. Les pays en développement doivent élaborer des stratégies nationales pour promouvoir l'utilisation de ces technologies.

12. Même si l'environnement mondial est touché par un ensemble complexe de processus interreliés, les accords et les traités de l'ONU sont généralement concentrés sur un problème unique. Afin de contribuer au développement d'une approche intégrée de politiques environnementales, l'ONU a convoqué une importante conférence pour l'établissement de liens internationaux portant sur les effets de synergie et la coordination des accords environnementaux multilatéraux.

13. Une autre étude importante a porté sur les conséquences de la réglementation environnementale relative à la compétitivité des industries polluantes dans les pays de l'Union européenne et dans neuf pays en voie d'industrialisation récente. Cette étude retrace notamment, le cas échéant, la chronologie de la diffusion de technologies durables plus en harmonie avec l'environnement.

Réseaux d'échange d'informations

14. L'Université a lancé un forum d'émission zéro, qui réunit des représentants du monde des affaires, des gouvernements et de la communauté scientifique dans le but de promouvoir un modèle de développement grâce auquel tous les intrants industriels pourraient être convertis en produits finis.

15. L'Université est en train de mettre en place un nouveau réseau important pour renforcer la viabilité de l'utilisation des sols et améliorer les conditions de vie dans les zones arides, du Sahara à l'Asie centrale. Ce projet a reçu un appui solide d'un certain nombre de pays, dont la Tunisie, la République islamique d'Iran et la Chine.

16. On a aussi assisté cette année au lancement du Collège de chargés de recherche de l'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU/INRA), un réseau de chercheurs et d'organismes africains intéressés à la gestion des ressources naturelles. Le Réseau pour l'alimentation et la nutrition de l'UNU, coordonné par l'Université Cornell, a entrepris un nouveau programme important consacré à l'Afrique subsaharienne.

Développement des capacités

17. L'Université a complété en 1999 la phase pilote de son programme de cours internationaux (UNU/IC) et elle a élargi sa série annuelle de séminaires mondiaux à un certain nombre d'autres localités japonaises, de Hokkaido à Okinawa. Cette année a aussi été marquée par le renouvellement du programme de bourses Kirin. En 1999, l'Université a aussi commencé à collaborer avec le Bureau de gestion et de coordination du Cabinet du Premier Ministre du Japon afin d'organiser le programme Bateau pour les jeunes du monde.

18. L'Université a distribué des bourses d'études à 119 jeunes scientifiques, la plupart de pays en développement, contribuant ainsi à renforcer les capacités institutionnelles. De plus, l'Université a offert plus de 40 minicours de formation sur des questions allant de la technologie des logiciels à la gestion de l'eau et à l'utilisation viable des ressources naturelles.

19. L'ONU fait de grands efforts pour développer et appliquer des méthodes nouvelles de « renforcement intégré des capacités », c'est-à-dire du renforcement de capacités fondé sur la participation de plusieurs intervenants au niveau communautaire et sur un meilleur équilibre du partenariat Nord-Sud.

Diffusion des résultats de la recherche et conférences

20. L'Université fait des efforts particuliers pour mieux faire valoir et faire connaître ses travaux et le système des Nations Unies, par l'organisation d'un programme de groupes de discussion, d'ateliers et de séminaires autour des questions d'intérêt particulier, à New York et à Genève. En 1999, l'ONU a notamment souligné les problèmes pressants reliés à l'utilisation de l'eau, à l'environnement et à la faim dans le monde à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau (le 22 mars), de la Journée mondiale de l'environnement (le 5 juin) et de la Journée mondiale de l'alimentation (le 16 octobre), respectivement. L'Université a aussi présenté à son centre une exposition prolongée portant sur le maintien de la paix.

21. Les travaux de l'Université ont amené à la publication de 24 nouveaux ouvrages en 1999, dont 19 ont été publiés par les Presses de l'Université des Nations Unies (voir l'annexe V). Les travaux de l'Université ont fait l'objet de 101 articles dans des revues populaires et scientifiques et de 132 articles dans la presse écrite.

22. L'Université a aussi reçu des conférenciers aussi distingués que M. Kofi Annan, le Secrétaire général de l'ONU, M. Mark Malloch Brown, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et Mme Gro Harlem Brundtland, la Chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Questions financières et administratives

23. Les quatre groupes de travail créés par le recteur (sur la gestion financière, sur la politique du personnel, sur les technologies de l'information et de la communication, et sur la gestion des locaux) ont présenté les résultats de leurs travaux. La mise en oeuvre des recommandations des groupes de travail visant à apporter des améliorations dans ces quatre secteurs clefs aura lieu en l'an 2000.

24. Le présent document ne constitue pas une liste exhaustive de tous les travaux scientifiques de l'Université (voir l'annexe I pour des renseignements statistiques sur les travaux de l'ONU). Il offre plutôt des renseignements sur certains domaines d'activités novatrices de l'Université au cours de 1999.

Chapitre II

La recherche de l'Université : questions et principaux résultats

A. Monde en transition

25. Depuis la création de l'Organisation des Nations Unies en 1945, le monde a été témoin d'améliorations sur plusieurs fronts. On en a pour preuves le processus de décolonisation, le déclenchement d'un nombre minime de guerres importantes, malgré les risques que posait la guerre froide, et des améliorations de qualité de vie plus importantes qu'à toute autre période de l'histoire. Cependant, les progrès de développement humain n'ont pas été répartis également. Il est paradoxal que, en cette époque de mondialisation, pour bien des gens de la planète, les objectifs de paix et de prospérité de l'ONU demeurent toujours aussi inatteignables. Il y a eu un accroissement marqué du nombre de guerres locales; les inégalités continuent d'augmenter à l'échelle du monde; on estime qu'environ 1,3 milliard de personnes vivent dans une extrême pauvreté et l'on s'inquiète de plus en plus de l'utilisation non viable des ressources naturelles.

26. Pour tenter de résoudre les défis mondiaux nombreux et importants, qui vont de la pauvreté au mauvais gouvernement en passant par les urgences humanitaires, on met de plus en plus l'accent sur l'importance fondamentale de la connaissance. Ceci est particulièrement vrai à une époque de grands changements dans un monde en voie de se mondialiser et de passer à une économie mondiale fondée sur la connaissance. Pour le système des Nations Unies, la connaissance est aussi une valeur importante. Sans la recherche, bien des interventions en matière de développement et de maintien de la paix ne réussiraient pas aussi bien. Le Secrétaire général a insisté dans diverses allocutions sur l'importance de la connaissance et il a invité l'Université à jouer un rôle de chef de file pour déterminer les questions clés et pour motiver ensuite la population et mobiliser les ressources nécessaires pour trouver les solutions aux problèmes urgents du monde.

27. Le présent chapitre concerne les travaux de l'Université qui se rapportent à certains des problèmes urgents du tournant du siècle. Les travaux sont regroupés en deux secteurs thématiques larges et interreliés : celui de la paix et de la conduite des affaires publiques et celui de l'environnement et du développement durable.

B. Paix et conduite des affaires publiques

« Les programmes de recherche des établissements de l'Université concernent notamment la coexistence entre les peuples ayant des cultures, des langues et des systèmes sociaux différents; les relations pacifiques entre les États et le maintien de la paix et de la sécurité; les droits de l'homme; ... et les valeurs humaines et universelles liées à l'amélioration de la qualité de la vie. »
(Charte de l'Université des Nations Unies, art. I.3).

Kosovo

28. Les suites des crises du Kosovo, du Timor oriental et de la Tchétchénie ont remis en question les rôles joués par les principaux acteurs de la scène politique mondiale. La crise du Kosovo en particulier a soulevé plusieurs questions

importantes touchant les principes fondamentaux de l'ordre international et de la conduite des affaires publiques mondiales. L'Organisation des Nations Unies a été pratiquement paralysée par une situation où des membres du Conseil de sécurité étaient divisés quant aux dimensions géostratégiques et normatives de l'approche à prendre à l'égard des relations du Kosovo avec la Serbie. Pendant ce temps, l'OTAN, une alliance de défense militaire, utilisait la force militaire pour contraindre un État souverain à respecter des normes humanitaires internationales. En plus d'un grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, plusieurs centaines de milliers de réfugiés menaçaient de déstabiliser une région déjà fragile. Ce conflit pourrait amener à redéfinir les relations entre les organisations de sécurité régionale et l'ONU, celles entre les grandes puissances de l'Est et l'Ouest, ainsi que les relations à l'intérieur de ces camps. Il pourrait aussi mener à une remise en question de la polarisation unique qui prévaut depuis la fin de la guerre froide.

29. Les questions d'intérêt normatif, opérationnel et structurel qui ont été soulevées par la crise du Kosovo vont probablement avoir des conséquences à long terme sur notre façon de comprendre et d'interpréter la politique internationale³. Par exemple, est-ce que le veto du Conseil de sécurité peut être ignoré pour permettre des opérations de recours sélectifs à la force? Comment l'impératif humanitaire peut-il s'accorder avec le principe de la souveraineté des États : assistons-nous à la fin des principes absolus du cadre juridique international et, le cas échéant, quelles en seront les conséquences? Dans quels cas de tels principes absolus perdent-ils leur légitimité? Une étude de l'ONU, qui doit être publiée bientôt, présente certaines interprétations de la crise du Kosovo à partir de perspectives différentes : celle des parties en cause, celle des membres de l'OTAN, celle de la région immédiate du conflit et celle d'endroits plus éloignés. Ces points de vue de différents pays sont accompagnés d'analyses savantes des conséquences de la crise du Kosovo sur la politique mondiale et sur les relations entre les organisations internationales, les organisations régionales, les États en cause et les particuliers.

Prévention des conflits : rôles et intervenants

30. Dans sa forme la plus générale, la prévention des conflits concerne les mesures qui influent sur le processus et l'aboutissement d'une crise ou d'un conflit en cours entre deux ou plusieurs acteurs⁴. Des efforts de prévention sont entrepris par des intervenants à différents niveaux: des intervenants non étatiques, des ONG, des États et des organisations régionales et internationales. Le message de ceux qui travaillent à la prévention des conflits d'un point de vue théorique ou pratique est aussi clair qu'évident : en comparaison de la gestion des conflits, il paraît moins onéreux en termes politiques, économiques et humains a) d'éviter que les tensions deviennent des conflits violents, b) d'utiliser des mécanismes avertisseurs précoces pour permettre à la communauté internationale d'assurer le suivi des relations entre certains États ou à l'intérieur de certains États, et c) de faciliter une intervention de l'extérieur avant que les tensions ne deviennent irréductibles. Par conséquent, plutôt que la gestion des conflits, la « gestion de la paix » devrait constituer l'essentiel du travail des organisations internationales et régionales et des autres participants aux mesures de gestion de crise.

31. La nature de ces interventions devrait plutôt être vue comme un enchaînement, allant de la diplomatie préventive traditionnelle à des mesures plus musclées. Des événements internationaux récents ont amené des changements fondamentaux dans

la nature de la prévention des conflits. Avant la fin de la guerre froide, des efforts de prévention étaient généralement entrepris grâce aux bons offices du Secrétaire général, et des missions de maintien de la paix étaient envoyées pour assurer le suivi des modalités de cessez-le-feu entre deux États en guerre. Avec la diminution de l'importance des rivalités idéologiques traditionnelles, des États particuliers ou des coalitions d'États peuvent beaucoup plus facilement intervenir dans les conflits d'autres États. Et avec le relâchement des liens idéologiques et la disparition des noyaux étatiques fort appuyés par des gouvernements étrangers, la probabilité de conflits intraétatiques a augmenté, notamment les conflits pour des questions de territoire et d'identité nationale.

32. Toute mesure qui peut servir à maintenir la paix et à prévenir le déclenchement d'un conflit, par quelque intervenant que ce soit, doit être accueillie favorablement. Actuellement, de nombreux intervenants participent à divers niveaux à plusieurs des grandes opérations de prévention des conflits mentionnées ci-dessus. Comment assurer le bon fonctionnement en répartissant le travail, selon la formule proposée, entre l'ONU, les organisations régionales et la société civile? Les travaux de l'ONU portent sur le débat théorique entourant la prévention des conflits dans ce cadre international et sur les mesures à prendre pour prévenir efficacement les conflits par la coopération entre divers intervenants gouvernementaux, étatiques et non étatiques.

Nouveaux rôles et nouvelles fonctions pour l'ONU et pour les organismes issus des accords de Bretton Woods

33. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, et avec la grande crise des années 30 encore présente dans tous les esprits, le « modèle keynesien » : le plein emploi, les mesures de correction des défaillances du marché et la création d'organismes de réglementation mondiaux pour assurer la stabilité monétaire, l'aide au développement, la promotion du commerce et l'assistance technique, a été l'inspiration évidente des concepteurs de l'Organisation des Nations Unies et des organismes de Bretton Woods. Cependant, au cours des décennies subséquentes, le monde a subi de profonds changements. La dernière décennie a été témoin de changements particulièrement rapides : la fin de la guerre froide; l'écroulement du bloc soviétique et l'abolition de l'apartheid. Pendant ce temps, les économies nationales se sont intégrées de plus en plus grâce aux mouvements du commerce, de la finance, des investissements et des populations et grâce à la révolution de la technologie des communications.

34. Une grande partie de ces changements sont des changements heureux. Cependant, la plupart des économies des pays africains et des pays en transition ont généralement été laissées pour compte par rapport aux avantages de la mondialisation. La fluctuation rapide des prix des matières premières, et leur tendance à la baisse à long terme, se sont accrues avec la nouvelle orthodoxie. Les économies ouvertes sont plus sensibles aux mouvements soudains de capitaux et à l'instabilité de leurs taux de change; ce sont là des problèmes dont la solution exige l'adoption de mesures internationales. Ces forces ont occasionné une augmentation des écarts de revenus, rendant plus difficile la dépaupérisation par la croissance économique. Les migrations internationales (souvent causées par la guerre ou une catastrophe naturelle) et les fuites de capitaux des régions pauvres ou moins stables se sont accrues. Par conséquent, bien que l'économie mondiale ait progressé, les

déséquilibres de cette croissance a laissé 1,3 milliard de personnes dans une pauvreté extrême.

35. De façon générale, les intervenants du secteur privé, notamment les sociétés multinationales avec leurs immenses ressources, servent de pilotes au système mondial actuel. En tant que tel, celui-ci n'a aucun programme politique clairement formulé pour assurer le maintien de la paix, promouvoir la justice sociale et garantir des normes minimum de niveau de vie. Il a aussi un préjugé contre les organismes collectifs et l'intervention publique tant au niveau national qu'international. Cette absence de gouvernance dans les affaires publiques est illustrée par la hausse rapide du nombre d'urgences humanitaires et de crises monétaires, ainsi que par le vide juridique croissant dans les domaines de la protection de l'environnement, du système de commerce multilatéral et des normes de travail. Pour remédier à cette situation, des travaux récents de l'ONU offrent des propositions précises pour un nouveau message mondial et un nouveau cadre institutionnel qui corresponde au nouveau contexte mondial. Selon ce nouveau programme d'action, les avantages de la libéralisation des marchés mondiaux devraient être soigneusement accompagnés de mesures visant le maintien de la paix mondiale, la stabilité économique mondiale, le développement humain et l'utilisation viable des ressources mondiales.

Structure des administrations et résultats économiques : le cas de l'Afrique

36. Parmi les facteurs qui expliquent les disparités de croissance dans les pays en développement figure la compétence de la fonction publique. Ainsi, selon un point de vue bien ancré, la faiblesse des institutions aurait contribué aux médiocres résultats économiques de l'Afrique subsaharienne. Les données empiriques tirées d'études sur le fonctionnement des administrations en Afrique se limitent, dans une large mesure, à des études de cas. L'étude effectuée par l'ONU et le Consortium africain de recherche économique sur la structure des administrations et les résultats économiques dans 20 pays d'Afrique – première étude systématique effectuée dans la région – a eu deux conséquences majeures :

a) Les nouvelles données ont permis de constituer une base de données plus fournie (elle comprend désormais 50 pays du monde entier) sur la structure des administrations et les résultats économiques, en vue d'une analyse statistique. En particulier, quatre points d'ordre structurel sont apparus comme déterminants dans l'analyse par régression et demanderaient à être approfondis : i) le niveau des salaires dans la fonction publique par rapport au niveau des salaires dans le secteur privé; ii) l'influence des principaux organismes économiques sur l'élaboration des politiques économiques; iii) la proportion des nominations à caractère politique dans les administrations publiques et l'ampleur du phénomène; iv) les possibilités de faire carrière dans la fonction publique et le statut qui en découle;

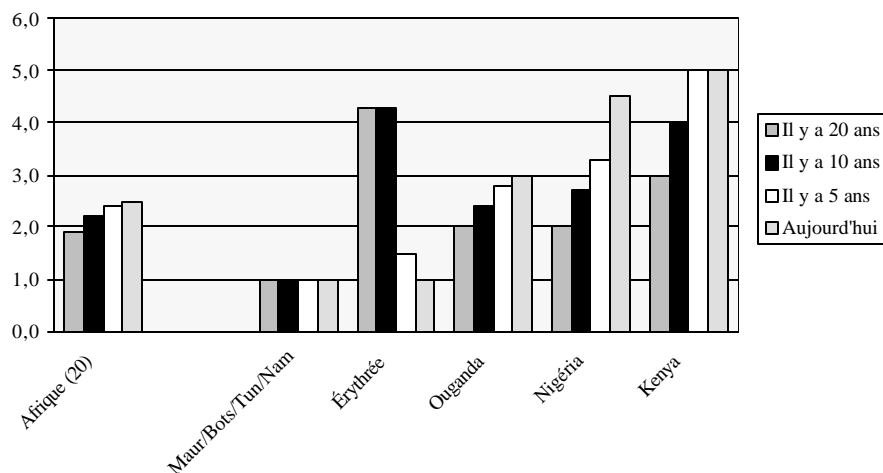
b) Les résultats de l'étude soulèvent un certain nombre de questions intéressantes liées à la documentation parue sur les institutions politiques en Afrique. Bien que ces résultats soient parfois sombres, notamment en ce qui concerne la corruption, l'étude fait également apparaître que certains pays tels que le Botswana, Maurice et la Tunisie font preuve d'une bonne tenue. Certains pays comme le Botswana, l'Érythrée et la République-Unie de Tanzanie ont pu améliorer de façon sensible le fonctionnement de certaines entités structurelles, ainsi que leurs résultats économiques généraux. Notamment, l'étude souligne que les relations entre les administrations et le secteur privé en Afrique se sont considérablement

améliorées. On déplore cependant que certains pays n'aient pas de prise directe sur l'élaboration des politiques économiques.

Encadré 1

La corruption dans les administrations en Afrique, 1978-1998

L'étude a porté sur l'évaluation de la proportion des pourboires et dessous de table qui s'ajoutent aux salaires de base dans les 20 pays africains concernés (voir histogramme ci-dessous). Un écart de 1 équivaut à l'absence de pourboire ou de dessous de table. Un écart de 5 équivaut à une augmentation de salaire d'environ 90 à 100 % liée à ces actes de corruption. Le niveau général de la corruption semble avoir augmenté dans ces pays au cours des 20 dernières années. Cependant, il existe des disparités entre les pays : au Botswana, à Maurice, en Namibie et en Tunisie, le phénomène n'a que peu d'incidences sur les salaires des fonctionnaires. En revanche, dans certains autres pays africains, la corruption de la fonction publique a augmenté de façon sensible jusqu'à devenir endémique. Il convient également de noter les progrès remarquables accomplis par l'Érythrée dans ce domaine; affaire à suivre...



Source : Julius Court et Béatrice Weder, 1999; voir
<http://www.unu.edu/hq/academic/Pg_area4/bstructure.html>.

C. Environnement et développement durable

« Les programmes de recherche des établissements de l'Université concernent notamment ... le développement et les changements économiques et sociaux; l'environnement et l'exploitation rationnelle des ressources; la recherche scientifique fondamentale et l'application des résultats de la science et de la technologie au profit du développement... » (Charte de l'UNU, art. 1.3).

Gestion de l'environnement à l'échelle de la planète

37. La communauté internationale est de plus en plus consciente du décalage qui existe entre les institutions chargées de la gestion de l'environnement à l'échelon mondial et les mécanismes qui servent à régler les problèmes mondiaux urgents (crises économiques, dégradation de l'environnement et pauvreté). Notamment, la recherche effectuée par l'UNU a mis en évidence que la protection de l'environnement mondial nécessite l'adoption d'une approche globale qui intègre mieux la solution des problèmes mondiaux tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Les pays en développement sont particulièrement désavantagés lorsqu'il s'agit de traiter de questions diplomatiques multilatérales, étant donné le manque de structures administratives et universitaires solides.

38. La démarche communément suivie pour analyser la relation qui existe entre l'environnement et le commerce illustre bien ce point. Les divergences entre la Commission du développement durable, le PNUE, l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques se font jour lorsque les États participent aux négociations de la Conférence des Parties à la Convention, organisée par le secrétariat de la Convention, ou du nouveau cycle de l'OMC⁵. L'UNU a lancé une série d'études novatrices axées sur les corrélations entre le commerce et l'environnement. En outre, les résultats de ces études ont servi à quatre séminaires de formation tenus en 1999, auxquels l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) a collaboré et qui s'adressaient également aux représentants des missions près de l'ONU à New York et à Genève.

39. Les aspects les plus importants de cette question concernent les synergies et corrélations qui existent entre les accords multilatéraux sur l'environnement. Bien qu'un réseau complexe de processus interconnectés influent sur l'environnement mondial, les accords et traités de l'ONU tendent à être axés sur un point bien particulier. En vue de faire prendre conscience du phénomène aux échelons publics, gouvernemental et intergouvernemental et d'aider à la mise au point d'une démarche coordonnée concernant l'élaboration des politiques environnementales, l'UNU et ses partenaires ont tenu en juillet 1999 une Conférence internationale sur les synergies et la coordination⁶.

Encadré 2

Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement

Le Projet de l'ONU intitulé « Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement (UNU/PLEC), l'un des projets phares de l'Université, vise à mettre au point des approches viables et participatives dans le domaine de la préservation de la biodiversité au sein des systèmes agricoles. Le projet fonctionne grâce à un réseau de groupes de recherche locaux situés en Afrique de l'Ouest (Ghana et Guinée), en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et République-Unie de Tanzanie), en Asie Pacifique (Chine, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Thaïlande) et en Amérique du Sud (Brésil, Jamaïque, Mexique, Pérou). Sur les sites, les participants au projet créent des bases de données sur l'agrodiversité et la biodiversité et établissent des rapports de fond sur la biodiversité, l'agrodiversité, la population et les régimes de gestion.

Voir page d'accueil du projet : <<http://www.unu.edu/env/plec/>>.

Scénarios pour le développement durable

40. La portée du développement durable s'étend désormais aux changements climatiques, à la biodiversité, à la population et à la transition démographique, à l'urbanisation sauvage, à l'industrialisation rapide, au gaspillage, à l'appauvrissement des ressources naturelles, et à la dégradation des terres agricoles et sylvicoles. L'Université continuera à servir de cadre à l'examen de cet ensemble de questions extrêmement complexes et liées les unes aux autres, principalement axé sur les pays en développement.

41. Ces questions se traitent parfois mieux par l'analyse de scénarios parallèles, qui peuvent instaurer un débat structuré sur les tendances mondiales, les possibilités de développement durable et les dangers que celui-ci encourt. Les scénarios ne sont pas des projections, mais des séquences d'évènements hypothétiques construites afin de ne pas perdre de vue les processus causals et les points de décision. Ils sont descriptifs et non pas normatifs. L'Université a rassemblé les représentants des centres de modélisation mondiale les plus dynamiques, ainsi que des scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, afin d'évaluer les progrès des connaissances relatives aux changements climatiques et les solutions que l'homme peut y apporter, dans le contexte de négociations multilatérales en évolution.

42. L'Université a contribué à cette manifestation en présentant les résultats préliminaires d'une vaste étude intitulée « Sustainable development framework: the case of China ». Cette étude, qui porte sur la préservation de l'environnement en Chine, tient compte des incidences des changements climatiques mondiaux à l'échelon national. Elle est le fruit principal d'un projet exécuté par l'ONU en collaboration avec des universitaires et des officiels chinois rattachés à sept instituts; elle a été largement diffusée en Chine et il en existe désormais une version en anglais. Le cadre de cette étude sert à d'autres projets au Brésil, en Inde et en Indonésie.

Encadré 3

Centre d'information sur l'environnement mondial

Le Centre d'information sur l'environnement mondial est une initiative commune de l'ONU et de l'Agence japonaise de l'environnement. Il s'occupe d'établir le lien entre le développement de l'information et l'environnement. Il a fort bien réussi à mobiliser les organisations non gouvernementales et à promouvoir une plus grande sensibilisation du public aux questions environnementales. À ce titre, il a joué un rôle de premier plan dans la coordination des activités organisées à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, 1999. Installé au Japon, le Centre fournit au reste du monde les éléments d'information sur le Japon et l'environnement, et vice-versa. Il recherche également les moyens de faire d'Internet un outil de consultation populaire sur les questions environnementales. Les ensembles de données originaux stockés au Centre sont particulièrement précieux.

Voir page d'accueil du Centre : <<http://www.geic.or.jp>>.

Observation et gestion de l'environnement : l'hydrosphère côtière

43. Le programme de l'ONU consacré à l'hydrosphère côtière est axé sur les questions de protection, de préservation et de développement durable de l'hydrosphère côtière dans la région Asie-Pacifique. Ce projet, exécuté avec l'aide de la société Shimadzu, fait intervenir un réseau bien établi de neuf laboratoires de recherche (Chine, Indonésie, Japon, Malaisie, Philippines, République de Corée, Singapour, Thaïlande et Viet Nam). En 1989, la société Shimadzu a prolongé de trois ans l'aide qu'elle accorde au projet. L'ONU collabore avec des universités, des instituts de recherche, les pouvoirs publics locaux et des sociétés privées à son exécution. En 1999, l'Université des Philippines (en tant que représentante des Philippines), l'Institut de recherche océanographique de l'Université de Tokyo, l'UNESCO, la Société internationale des écosystèmes de mangrove et la préfecture d'Iwate (Japon) se sont joints au projet.

44. Un colloque international s'est tenu à Tokyo les 9 et 10 février 2000 pour débattre des incidences de la pollution sur les écosystèmes côtiers, en attachant une importance particulière aux composés qui perturbent le fonctionnement du système endocrinien. Il en est ressorti que les zones côtières de l'Asie de l'Est étaient spécialement menacées par la pollution qui émane de sources terrestres, multiples et variées. On a démontré que plusieurs espèces animales vivant dans ces zones côtières pâtissaient de ce phénomène. Partant, le cas des polluants appartenant à la catégorie des composés perturbateurs du système endocrinien qui résistent aux processus de dégradation naturelle et subsistent longtemps dans l'environnement, est particulièrement préoccupant. Ces composés incluent une multitude de produits chimiques qui peuvent entraver le bon fonctionnement des glandes endocrines dans le contrôle de la croissance, de la procréation et du métabolisme chez les humains et les animaux. Les plus grands experts de plusieurs organisations ont présenté les résultats de leurs recherches les plus récentes dans ce domaine (Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), PNUE, Office fédéral américain de protection de l'environnement, National Oceanic and Atmospheric Administration des États-Unis, Chemical Industry Institute of Technology,

University of California de Davis, Institut national japonais d'étude sur l'environnement, Agence japonaise de l'environnement, Institut national japonais des ressources et de l'environnement, universités japonaises).

45. Le colloque a également marqué le lancement de la nouvelle phase triennale du projet qui fait intervenir neuf pays d'Asie de l'Est. Dans le cadre du projet, les capacités de ces pays seront renforcées en vue d'observer la pollution dans les zones côtières, en parallèle avec la gestion des sources de pollution terrestres. Dans un même ordre d'importance, le projet visera à développer des programmes de recherche coopérative destinés à la préservation des mangroves dans la région. Autant de facteurs essentiels pour la protection et la préservation de l'environnement côtier à l'intention des générations futures.

Réglementation de l'environnement, mondialisation de la production et changements technologiques.

46. L'objectif principal de la recherche⁷ est de fournir une base plus solide aux débats consacrés aux incidences de la réglementation de l'environnement sur la compétitivité des industries polluantes. L'étude est axée sur les principales industries polluantes de l'Union européenne et de neuf pays nouvellement industrialisés. Elle s'attache à déterminer les changements subis par ces industries du point de vue de la compétitivité, au cours des 25 dernières années, eu égard notamment aux nouveaux producteurs au sein des pays nouvellement industrialisés. Elle analyse les incidences (tant positives que négatives) de la réglementation de l'environnement sur la compétitivité et l'emploi, et met l'accent sur les différentes réponses que les entreprises et les industries offrent à cette réglementation. Enfin elle s'attache à déterminer les facteurs qui président au développement et à la diffusion de techniques non polluantes, ainsi que les possibilités de transfert de ces techniques aux pays nouvellement industrialisés et les obstacles qui s'opposent à ce transfert.

47. La première phase du projet concerne l'analyse préliminaire des tendances au sein des principales industries polluantes de l'Union européenne. La deuxième phase est consacrée à une étude détaillée de trois secteurs industriels clés (le fer et l'acier, les engrais et le cuir). Chacun de ces secteurs a fait l'objet d'études de cas dans plusieurs pays industrialisés. Un certain nombre de critères ont servi à choisir les pays dans lesquels les études de cas ont été effectuées : a) importance en tant qu'exportateur, soit du point de vue du niveau actuel des exportations, soit du point de vue de la rapidité de l'expansion; b) études de cas effectuées, dans la mesure du possible, selon un large éventail régional; c) choix de pays dotés d'une réglementation de l'environnement plus ou moins sévère.

48. Dans le cadre du projet en cours, l'une des tâches principales consiste à examiner le développement du secteur dans le pays sur lequel porte l'étude de cas. Les études effectuées portent principalement sur la technique utilisée par l'industrie, et particulièrement sur les incidences de cette technique sur l'environnement. Elles font intervenir des comparaisons, à un moment donné, des types de techniques utilisées par les filiales étrangères, d'une part à celles utilisées dans le pays d'origine, d'autre part à celles utilisées par les entreprises locales, ainsi que des comparaisons entre petites, moyennes et grandes entreprises. On s'attache à établir que des techniques écologiquement viables ont été diffusées dans certains endroits.

Montée des inégalités à l'ère de la libéralisation et de la mondialisation

49. Depuis la fin des années 80, la communauté internationale a continué à faire de l'élimination de la pauvreté son objectif de développement prioritaire. Parallèlement, le Consensus de Washington met l'accent sur la stabilité macroéconomique, la libéralisation des marchés, la privatisation et le recours à des solutions de marché dans la fourniture de biens publics. On soutient largement que grâce à la nouvelle politique de lutte contre la pauvreté et le Consensus de Washington, la libéralisation servira à faire converger les normes de vie des pays les plus démunis de celles des pays les plus nantis et, partant, atténuer la pauvreté dans le monde. On soutient en outre que les politiques sont somme toute équilibrées, que la répartition des revenus va généralement se stabiliser à long terme et qu'il n'y a qu'un lien ténu entre l'inégalité et la croissance. C'est pourquoi, quoique ostensiblement axée sur la pauvreté, l'approche fait largement fi de l'inégalité.

50. L'essentiel du débat s'appuie cependant sur des données fragmentaires. Pour combler ces lacunes, l'ONU a réuni toutes les données possibles sur l'inégalité. Sans être complètes, notamment pour les pays à faible revenu, les données dont on dispose suffisent à brosser un tableau de l'évolution de la croissance économique qui n'est pas très reluisant parce que révélateur d'une montée des inégalités dans 45 des 77 pays. Rapportées à la taille de la population et au produit intérieur brut (PIB) et à la parité du pouvoir d'achat (PPA), ces données confirment le constat dressé, les inégalités s'accroissant ou stagnent dans les pays représentant 79 % de la population et 77 % du PIB-PPA de l'échantillon. Les inégalités se sont certes estompées dans 16 pays, mais il ne s'agit surtout que de pays de petite et moyenne taille dont la population totale et le PIB-PPA ne représentent que 16 et 20 % de l'échantillon total respectivement. En résumé, s'il est vrai que les inégalités ont eu tendance à baisser lors de « l'âge d'or » de croissance d'après guerre, il n'en demeure pas moins qu'elles se sont mises à s'accroître à partir de 1980. Cette montée des inégalités a été observée dans toute l'Europe orientale et l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques, presque partout en Amérique latine, modérée dans les pays de l'OCDE et fréquente en Asie.

Encadré 4

Base de données sur les inégalités de revenus dans le monde

L'analyse des données révèle que les causes traditionnelles d'inégalités (concentration de terres, urbanisation, déséquilibres de l'enseignement) expliquent une bonne part des degrés d'inégalité d'un pays à l'autre. Toutefois, selon les travaux de l'Institut mondial de recherche de l'ONU sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER), la montée des inégalités à laquelle on a assisté au fil du temps dans les deux tiers des pays échantillonnés résulte de nouveaux facteurs. Il semble que le Consensus de Washington ait contribué à creuser les inégalités en ayant cherché à promouvoir des politiques de privatisation et de libéralisation des finances et des opérations en capital mal conçues (alors que les moyens de réglementation sont faibles). De surcroît, la baisse des budgets des programmes d'aide peut difficilement conduire à une réduction de la pauvreté et des inégalités. Une croissance favorable aux pauvres doit s'accompagner d'autres politiques structurelles, macroéconomiques et de redistribution. Il est bien entendu plus difficile de réduire la pauvreté par la seule croissance lorsque les écarts de revenus se creusent.

Voir base de données sur les inégalités de revenus dans le monde, site Web <<http://www.wider.unu.edu/wiid/wiid.htm>>.

Sous-développement, transition et redressement en Afrique subsaharienne

51. Le redressement des économies africaines dévastées par la guerre est une tâche pressante notamment pour des pays comme l'Angola, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée-Bissau et le Mozambique, qui doivent achever leur transition économique et politique d'un socialisme d'État à une économie de marché. La Somalie qui partage la même histoire est à reconstruire à terme également. Tous ces pays doivent s'attaquer à leurs problèmes fondamentaux de sous-développement et de pauvreté. Ils ont donc un triple défi à relever : vaincre le sous-développement, assurer la transition du socialisme d'État et redresser leurs économies et leurs sociétés.

52. Les réformes bien conçues peuvent contribuer au redressement et vice versa. Seulement, très souvent, il y a un déséquilibre entre les programmes de réforme et de redressement et les bases d'un développement élargi ne sont pas jetées. L'aide est importante, mais son succès dépend en définitive de l'action de trois groupes d'acteurs nationaux : les collectivités, les entrepreneurs et les pouvoirs publics. Le problème est que les collectivités sont déshéritées, les secteurs privés sous-développés et les moyens de l'État modestes.

53. Les collectivités éprouvent surtout des difficultés à résoudre les problèmes qui se posent immédiatement après les conflits et à accélérer les programmes visant à atténuer la pauvreté à plus long terme. On se rend également compte qu'un nouveau secteur privé se constitue dans les pays qui tentent de sortir du sous-développement, de passer d'un socialisme d'État à une économie de marché et de redresser leurs économies et leurs sociétés, après déréglementation et privatisation. Vaincre les incertitudes des investisseurs est une tâche ardue; cette situation peut perdurer et limiter les investissements en dépit de la baisse des risques réels auxquels sont exposés les pays. Il est particulièrement important pour la sécurité alimentaire et la

réduction de la pauvreté en milieu rural que le secteur privé soit encouragé à investir davantage dans la commercialisation agricole. Enfin, il faut créer un état de développement qui corresponde à des institutions démocratiques responsables, capables d'élaborer et d'appliquer des politiques efficaces. Il appartient donc aux gouvernements démocratiques de prouver aux collectivités et aux entrepreneurs qu'ils peuvent en avoir pour leur argent.

54. Du fait de ces difficultés et de l'ampleur même des dépenses de redressement, les déficits budgétaires, compte non tenu des subventions, sont très élevés. Nul ne remet sérieusement en question le principe de la prudence fiscale mais il se peut que la conditionnalité de la politique fiscale du Fonds monétaire international (FMI) soit trop restrictive; c'est certainement l'avis de nombreux autres organismes donateurs. Cela a pour effet de mettre de nombreux investissements à rendement social élevé en veilleuse et, partant, de ralentir la croissance et les progrès en matière de lutte contre la pauvreté. Il faut donc beaucoup plus de temps pour évaluer la politique fiscale dans une économie en redressement.

Encadré 5

Priorité Afrique

L'Afrique reste le plus grand défi de développement du monde aujourd'hui. La page d'accueil du site Priorité Afrique fournit des informations cohérentes à l'échelle du système sur la recherche, la formation et les publications de l'ONU sur l'Afrique. Elle dispose également d'une « banque de données » constituée de documents en ligne et d'un vaste réseau Internet relié à des universités et organismes engagés dans le développement de l'Afrique.

Voir la page d'accueil Priorité Afrique de l'ONU
<<http://www.unu.edu/africa/>>.

Techniques de l'information et croissance économique

55. Une étude de l'ONU intitulée « Information Technology, Productivity and Economic Growth : Implications for Economic Development » (Techniques de l'information, productivité et croissance économique : conséquences pour le développement économique) montre que l'utilisation récente des techniques de l'information dans la production de biens et services a beaucoup influé sur la croissance économique des pays industriels et des pays nouvellement industrialisés. Les ordinateurs et périphériques ont constitué 8 à 9 % de la croissance annuelle du PIB des États-Unis, 16 % de la Finlande, 19 % de Singapour et 32 % de la République de Corée. Des études de cas effectuées sur ces deux derniers pays nouvellement industrialisés démontrent que leurs responsables politiques ont favorisé activement l'utilisation des techniques de l'information et de la communication comme outil de développement économique depuis la fin des années 70. Par contre, d'autres pays en développement semblent admettre qu'ils n'ont ni investi dans ce secteur ni bénéficié de ces investissements au même titre que les pays industriels. On craint que l'information ne soit en train de devenir un facteur qui, à l'instar des revenus et des richesses, sert à séparer les pays riches des pays pauvres. Pour éviter d'en arriver là, les pays en développement doivent formuler des stratégies nationales à cet égard pour promouvoir leur utilisation.

56. L'étude a conclu que les éléments suivants devraient être intégrés à ces stratégies nationales :

a) L'investissement dans le capital matériel est un facteur essentiel dans la croissance économique des pays développés comme des pays en développement. Il existe une corrélation entre l'investissement dans le domaine des techniques de l'information et la croissance économique des pays industriels, ce qui n'est pas tellement le cas statistiquement pour les pays en développement. Ces derniers doivent, pour bénéficier de ces investissements, se doter d'une puissante infrastructure physique susceptible d'accentuer et de propager les effets des techniques de l'information;

b) Les sociétés d'exportation des pays en développement doivent adopter des techniques d'information pour demeurer compétitives sur les marchés mondiaux. Les gouvernements de ces pays disposent de deux moyens relativement peu coûteux pour promouvoir l'utilisation de ces techniques de pointe : i) éliminer les entraves en abaissant les taxes, barrières tarifaires et autres barrières commerciales sur les importations d'ordinateurs et en favorisant la concurrence dans le domaine des télécommunications; ii) devenir de fins usagers de ces ordinateurs eux-mêmes;

c) Le troisième élément de la stratégie nationale porte sur la formation des employés. L'étude montre que l'ensemble des entreprises commerciales et autres organisations des pays développés et en développement devront transformer au même titre leurs lieux de travail pour fonctionner de manière optimale dans un environnement où les techniques de l'information se propagent à une allure fulgurante;

d) La formation et la sensibilisation des consommateurs sont importantes non seulement de par les compétences dont elles les dotent sur le plan du travail et du rendement mais également de par la demande suffisamment forte de produits liés aux connaissances qu'elles assurent.

57. Somme toute, l'utilisation des techniques de l'information est si répandue au sein de l'économie mondiale que nul pays ne saurait plus longtemps faire fi de la nécessité d'investir dans ces domaines, s'il veut relever le niveau de vie de ces populations.

Technologie des logiciels

58. Il convient d'éduquer et de former les spécialistes et les instructeurs enseignants de la technologie des logiciels dans les pays en développement en raison de la propagation rapide de l'utilisation des ordinateurs. La mission de l'Institut international de technologie des logiciels (UNU/IIST) basé à Macao est de renforcer les capacités de recherche-développement et d'éducation dans le domaine de la technologie des logiciels dans les pays en développement. En 1999, l'UNU/IIST a poursuivi son programme de recherche appliquée qui consiste en trois projets de recherche et en sept projets de développement avancé. L'ensemble des projets ont été lancés pour répondre aux besoins des pays partenaires, qui sont associés à la recherche sur l'application de la technologie des logiciels de pointe à ces projets, et par conséquent aux systèmes de logiciel destinés à de véritables infrastructures.

59. L'UNU/IIST est l'un des principaux centres de recherche à développer et à appliquer le calcul de la durée dans la conception de systèmes hybrides et réactifs en

temps réel. Les systèmes en temps réel correspondent à ceux dont la périodicité est essentielle à la fiabilité. Il s'agit de toutes les machines contrôlées par ordinateur. Les délais doivent être absolument respectés. Tout délai raté entraîne une erreur de calcul. La plupart des systèmes en temps réel sont directement associés à des appareils électriques et indirectement à des appareils mécaniques. Un des problèmes qui se posent avec l'interaction environnementale est que les événements extérieurs sont très souvent imprévisibles. Les systèmes doivent réagir à des événements lorsqu'ils se produisent plutôt qu'à un autre moment plus propice. Le logiciel des systèmes hybrides en temps réel est donc plus difficile à mettre au point parce qu'il y a entre un souci d'exactitude, de robustesse et de sécurité. Les projets de recherche de l'UNU/IITT sont axés sur l'élaboration et l'application de modes de calcul de durée.

Chapitre III

Activités relatives à la création de réseaux

60. La charte de l'ONU exhorte l'Université à rassembler des scientifiques, des experts et des décideurs afin qu'ils s'attaquent aux problèmes persistants et nouveaux qui intéressent l'Organisation des Nations Unies. En raison de la mondialisation des programmes de recherche et des progrès rapides réalisés en matière de technologie de l'information et des communications, la création de réseaux a revêtu une importance critique pour la production, l'enseignement et la diffusion de connaissances. L'ONU a participé activement à l'établissement et à l'appui de réseaux qui mettent en commun leurs compétences touchant la sécurité et le développement humains. L'ONU étant un réseau de centres de recherche et de formation (ayant des liens avec des institutions associées), et chacune de ses unités fonctionnelles étant également en contact avec des chercheurs et des institutions de recherche ainsi qu'avec des professionnels et des décideurs, l'Université devient de ce fait un réseau de réseaux.

61. L'ONU s'efforce d'insuffler une énergie nouvelle à son réseau d'institutions associées et collaboratrices, de groupes de recherche importants, d'organisations internationales et de secteurs d'activités dont les objectifs sont similaires aux siens. Par exemple, de nouveaux accords ont été signés entre autres avec le consortium africain de recherche économique et le PNUD (voir annexe II). En développant ces liens, l'ONU accordera la priorité, au niveau institutionnel, aux universités et aux instituts de recherche qui : a) partagent des valeurs communes – le désir d'exceller et d'atteindre les objectifs qui sont ceux de l'Organisation des Nations Unies et de ses États Membres et des pays en développement; b) ont des vues identiques sur des questions de fond ou de caractère universitaire; c) mènent des activités dans des domaines d'intérêt commun; d) peuvent avoir des effets multiplicateurs; et e) sont dotés d'un bon système d'administration. L'ONU a, en particulier, pour objectif de renforcer ses liens avec d'autres organismes des Nations Unies (voir annexe III pour ce qui est des liens existants), ainsi qu'avec les institutions de recherche et autres instituts connexes, spécialement ceux qui se trouvent dans les pays en développement (voir annexe IV pour ce qui est des liens existants). La priorité sera accordée aux institutions de pays dotés d'une stabilité interne, de structures de gouvernance démocratiques et de politiques de développement avisées, pays qui jouissent depuis un certain temps d'une liberté intellectuelle et dont les gouvernements fournissent un appui à l'enseignement supérieur.

62. On trouvera dans le présent chapitre un aperçu de quelques domaines thématiques dans lesquels l'ONU mène d'importantes activités relatives à la création de réseaux ou y participe.

Alimentation et nutrition

63. Le Programme pour l'alimentation et la nutrition, désormais coordonné depuis l'Université Cornell, est un des programmes les plus solides de l'ONU. En 1999, il était axé sur six grands projets mondiaux et un certain nombre de projets de portée plus limitée. Il a accordé 15 bourses de recherche et publié les numéros trimestriels de deux bulletins d'information. Les projets inclus dans ce programme sont les suivants :

- a) Réseau international de systèmes de données relatives à l'alimentation;
- b) Projet international sur l'alimentation enrichie au fer;
- c) Groupe consultatif international sur l'énergie alimentaire;
- d) Étude de référence multinationale sur la croissance;
- e) Initiative mondiale en vue de renforcer les capacités institutionnelles en matière d'alimentation et de nutrition : Initiative des responsables africains (projet mené en coopération avec l'Union internationale des sciences de la nutrition);
- f) Harmonisation des méthodes utilisées pour définir des normes alimentaires nationales.

64. En 1999, on s'est surtout attaché, de manière plus efficace, à renforcer les capacités de l'Afrique. Au Cap (Afrique du Sud), un atelier a porté essentiellement sur l'élaboration d'une initiative des responsables africains sur la nutrition en vue d'établir et de renforcer un cadre de responsables chargés des problèmes de nutrition aux niveaux régional, national et local. Ces responsables seraient issus de différents domaines, notamment la santé, l'agriculture, l'éducation et le développement communautaire, et de divers secteurs dont les secteurs public, privé et associatif. Deux autres ateliers sont prévus pour 2000 en Afrique orientale et occidentale.

Émissions nulles

65. L'Initiative de recherche de l'ONU sur l'absence totale d'émissions de polluants encourage un modèle de développement permettant à la totalité des intrants industriels d'être transformés en produits finals ou aux déchets d'être utilisés de manière rentable dans une autre chaîne de production. En fin de compte, la fabrication des produits manufacturés devient une suite de cycles de production et de systèmes de recyclage. Ainsi, les branches d'activités peuvent être organisées en « grappes » au sein d'une seule société, ou en groupes interdépendants d'industries, afin qu'aucun déchet ne soit déversé dans l'air, le sol ou l'eau. Dans la suite logique de l'Initiative de recherche sur l'absence totale d'émissions de polluants lancée il y a cinq ans, l'ONU a mis en place le Forum sur l'absence totale d'émissions de polluants. Ce dernier réunit les représentants des milieux d'affaires, des gouvernements et de la communauté scientifique pour une conférence internationale tenue à Tokyo et dont les trois principaux objectifs sont la recherche, le renforcement des capacités et la création de réseaux.

66. En coopération avec l'UNESCO, l'ONU a continué d'appuyer les travaux entrepris à l'Université de Namibie, à Windhoek, par la chaire UNU/UNESCO sur les aspects théoriques et pratiques de l'élimination complète des émissions de polluants en Afrique. Le titulaire de la chaire a présenté un rapport sur les progrès réalisés pour ce qui est du développement d'un réseau africain au cours de la Conférence mondiale sur la science de l'UNESCO tenue à Budapest en juin 1999.

Mettre un terme à la dégradation des terres

67. À la suite d'une série d'ateliers, l'ONU a lancé un programme portant sur la dégradation des terres dans deux écosystèmes prioritaires : les déserts et les montagnes. Un vaste réseau géographique de chercheurs et de scientifiques, et

plusieurs organisations internationales, notamment l'UNESCO, le Centre international de recherche agricole dans les zones arides (ICARDA), le PNUD et le PNUE participent à ce programme dont les activités sont essentiellement axées, dans le cadre général du thème de la dégradation des terres, sur les questions relatives à la gestion des ressources en eau et à la préservation de la diversité biologique.

68. Le réseau s'est réuni à l'Institut des régions arides, situé aux abords du Sahara, à Médenine (Tunisie), pour examiner les questions pertinentes portant sur la gestion des ressources en eau. En conclusion, les participants ont présenté une série d'observations :

a) Ces dernières années, les questions portant sur la gestion des ressources en eau ont pris une place de premier ordre dans les programmes internationaux et régionaux, ce qui s'explique en partie par les pressions croissantes exercées sur les ressources mondiales limitées en eau douce par la croissance démographique et industrielle;

b) Il importe de définir la durabilité à long terme des ressources en eau – il faut mettre en place une gestion intégrée des ressources naturelles pour parvenir à cette durabilité. Dans le meilleur des cas, les méthodes relatives aux dispositifs de gestion intégrée devraient fonctionner d'amont en aval et vice-versa. À cette fin, on pourrait adopter une approche interdisciplinaire qui mobiliserait de manière explicite les personnes susceptibles de ressentir les effets de l'application de ces méthodes;

c) Pour gérer avec succès l'eau et les ressources naturelles, il faut aplanir les obstacles sociaux, institutionnels, économiques et technologiques. Il faudrait, en particulier, aborder les dimensions socioéconomiques grâce à une approche participative qui fasse appel au grand public et aux particuliers concernés. À cet égard, il est très important d'informer le public des questions relatives à la préservation des ressources naturelles grâce à des programmes de renforcement des capacités.

69. La prochaine réunion du réseau est prévue pour l'automne 2000 en Ouzbékistan.

Réseau mondial de développement

70. L'ONU participe également à une importante initiative de création de réseaux, le Réseau mondial de développement, association nouvelle d'instituts de recherche et de centres de réflexion dont le but est de générer et de mettre en commun les connaissances ayant trait au développement. Le Réseau mondial de développement s'efforce de faciliter l'établissement de réseaux et de créer des produits qui renforceront les capacités de recherche et aideront les chercheurs à communiquer les connaissances aux décideurs. L'objectif principal – générer et mettre en commun les connaissances ayant trait au développement – ressemble de très près au mandat et aux activités de l'ONU.

71. L'Université a participé à la première réunion mondiale, tenue à Bonn en décembre 1999. La prochaine réunion aura lieu à Tokyo en 2000, et le Centre de l'ONU attend avec intérêt de prendre de nouveau part à cette excellente initiative.

Suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur

72. L'UNU a continué de travailler en étroite collaboration avec l'UNESCO sur le suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur de 1998. Le recteur de l'Université est membre du Comité international de suivi de la Conférence. En avril 1999, dans le cadre des activités de suivi, l'Université a signé un accord avec l'UNESCO en vue de la création d'un réseau et de chaires UNESCO/UNU méditerranéens de ressources en eau, de développement et de paix durables auxquels participeront des universités, des villes et des acteurs économiques. Le réseau a son siège à l'Université de Nice-Sophia Antipolis. En octobre, l'UNU et l'UNESCO ont convenu d'établir un réseau UNESCO/UNU sur les innovations qui sera basé à l'Université polytechnique de Catalogne et qui mobilisera les titulaires de chaires de l'UNESCO, l'objectif étant de favoriser la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence.

Chapitre IV

Renforcement des capacités

73. Comme stipulé dans la Charte de l'ONU, l'action menée pour développer les capacités est orientée vers trois objectifs principaux. Premièrement, l'ONU s'efforce de contribuer au renforcement d'institutions universitaires dynamiques dans les pays en développement afin d'atténuer l'isolement intellectuel dont souffrent les chercheurs et les institutions universitaires. Il s'agit de permettre à ces institutions de mener des recherches de haute qualité et de former une nouvelle génération d'intellectuels et de scientifiques. Deuxièmement, l'ONU aide les jeunes universitaires à participer à des travaux de recherche. Troisièmement, l'Université propose une formation interdisciplinaire aux décideurs nationaux et aux professionnels à l'échelon international. Étant donné que les besoins en formation sont énormes et que les ressources de l'Université sont très limitées, l'ONU cherche à déclencher un effet multiplicateur dans ce domaine en axant ses efforts sur la formation des formateurs, des directeurs de recherche et des décideurs. L'ONU tente d'élaborer des méthodologies plus efficaces en matière de renforcement intégré des capacités et en général d'élargir ses activités de formation. Parmi les nouvelles réalisations pour 1999, il convient de citer notamment l'augmentation du nombre des séminaires mondiaux au Japon, l'achèvement positif de la phase pilote des cours internationaux ainsi que la mise en oeuvre d'un nouveau cadre de renforcement intégré des capacités.

A. Bourses et stages

Bourses

74. Cent dix-neuf bourses ont été accordées à des scientifiques de différents pays du monde pour réaliser des études dans les domaines suivants :

- a) Technologie des logiciels à l'ONU/IIST à Macao (55);
- b) Nutrition appliquée à l'Université de Nairobi (3);
- c) Diversité biologique à l'Université de Gand en Belgique (8);
- d) Biotechnologies dans diverses institutions latino-américaines (10);
- e) Formation à l'Institut de recherches marines en Islande (9);
- f) Formation aux applications informatiques concernant les ressources naturelles en Afrique (8);
- g) Techniques de culture des tissus végétaux (10);
- h) Technologies de l'alimentation et de la nutrition au « Central Food Technological Research Institute », en Inde (3);
- i) Technologies et sciences de l'alimentation dans le cadre du Programme de bourses UNU-Kirin à l'Institut national japonais de recherche alimentaire (5);
- j) Production et utilisation des bases de données relatives à la composition des aliments, « Agricultural Research Council, Pretoria », dans le cadre du Réseau international de systèmes de données relatives à l'alimentation (4);

- k) Énergie géothermique à l'Institut national islandais de l'énergie (15);
- l) Télédétection à l'Institut national de recherches spatiales du Brésil (7).

Stages dans les instituts de l'ONU

75. Plusieurs instituts de l'ONU proposent des stages de doctorat dans leurs domaines de compétence. L'Institut des hautes études de l'ONU offre 10 bourses d'études par an pour effectuer des recherches dans le domaine de l'écoreconstruction. L'Institut de l'ONU pour les technologies nouvelles (ONU/INTECH) collabore avec l'Institut de recherches économiques sur l'innovation et la technologie de Maastricht (MERIT), qui dépend de l'Université de Maastricht, et offre un programme du niveau du doctorat sur les aspects politiques et économiques du progrès technique. L'ONU/WIDER propose un stage de six mois sur l'économie du développement, domaine qui fait partie du programme de recherches de l'Institut.

B. Programmes de formation

Conception et application de technologies informatiques

76. L'ONU consacre également une partie de ses efforts de renforcement des capacités des pays en développement au domaine de la technologie informatique. S'appuyant sur le projet d'élaboration de programmes scolaires, lancé en 1996, l'ONU a entrepris un projet de développement universitaire visant à renforcer tous les aspects de l'enseignement de l'informatique dans les universités des pays en développement. Un grand nombre de ces universités souffrent non seulement d'une pénurie importante de ressources, notamment d'ouvrages de base et de matériel pédagogique mais également, dans de nombreux cas, de leur isolement par rapport aux milieux universitaires internationaux: d'une part, ils ne disposent que de maigres ressources pour voyager à l'étranger et, d'autre part, les connexions sur Internet sont souvent trop coûteuses et aléatoires, lorsqu'elles existent. En conséquence, il est très difficile pour les universités de suivre l'évolution des domaines qu'elles enseignent, notamment pour ce qui est des sciences informatiques où les progrès sont très rapides.

77. Dans le cadre du Projet de développement universitaire, l'ONU s'efforce de remédier à cette situation en permettant à des maîtres de conférence ou à des professeurs spécialisés en sciences informatiques d'universités de pays en développement d'assister à de nouveaux cours dans des universités de pays industrialisés, et leur fournit le matériel nécessaire. À leur retour, ils exploitent les connaissances qu'ils ont acquises, ainsi que le matériel pédagogique qui leur a été fourni, afin d'améliorer et d'actualiser les cours existants ou d'introduire de nouveaux cours dans les programmes de leurs universités.

Formation à la prise de responsabilités

78. L'ONU a lancé son troisième programme de formation des dirigeants en 1999 sur le thème du règlement des conflits. Le programme comprenait trois modules : l'instruction théorique par des universitaires; la formation expérimentale sur la base d'un échange avec des dirigeants et des experts en la matière; et une formation pratique grâce à des études de terrain. Trente et un responsables ont donné des

conférences et ont participé à des réunions-débats au cours desquelles ils ont procédé à des échanges de vues avec les participants. Environ 45 personnes provenant de 40 pays différents ont participé au programme.

Ressources naturelles en Afrique

79. L'ONU a également pour objectif d'aider les institutions d'Afrique à améliorer la formation, l'équipement et la motivation de leurs ressources humaines et de les doter des capacités nécessaires à l'élaboration, à l'adaptation et à la diffusion de technologies favorables à une utilisation viable des ressources naturelles du continent. Le cours international de formation sur la culture des tissus végétaux organisé au Département de botanique de l'Université du Ghana a constitué l'une des principales activités. Il avait pour objectif de dispenser une formation intensive sur les technologies relatives à la culture des tissus végétaux à des chercheurs, à des formateurs et à des ingénieurs d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Une autre activité importante a également été réalisée au Département des sciences informatiques de l'Université de Yaoundé, à savoir un programme de formation aux applications informatiques axées sur la gestion des ressources naturelles en Afrique. L'objectif était de doter les universitaires et les chercheurs africains des compétences nécessaires à l'analyse des ressources naturelles et de mieux informer les pouvoirs publics.

Applications de la biotechnologie

80. Le programme de l'ONU sur la biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes s'intéresse essentiellement aux questions urgentes en matière de santé, qu'il s'agisse des êtres humains, des animaux ou des plantes. Les projets sont coordonnés par le Centre de l'ONU et gérés par l'ONU/BIOLAC, à Caracas. Comme par le passé, le programme de 1999 portait essentiellement sur la promotion des échanges universitaires grâce à des bourses de recherche dans les principaux laboratoires de biotechnologie de la région et sur l'organisation de cours dans les grands instituts de biotechnologie d'Amérique latine. De nombreux jeunes scientifiques et chercheurs ont participé à ces cours. En 1999, les activités de soutien se sont concentrées sur deux programmes : un réseau de recherche sur la brucellose et un réseau de recherche sur la tuberculose.

Énergie géothermique

81. En 1999, la vingt-et-unième session annuelle du Programme de formation en géothermie (UNU/GTP) de l'ONU a été organisée en coopération avec le Gouvernement islandais. L'ONU a octroyé 15 bourses à des scientifiques et ingénieurs provenant des pays suivants : Chine (2), Costa Rica (1), El Salvador (1), Éthiopie (2), République islamique d'Iran (2), Jordanie (2), Kenya (1), Philippines (1), Pologne (1) et Tunisie (2). Les boursiers ont reçu une formation dans les domaines ci-après : géophysique des forages, chimie des fluides thermiques, technologie des forages, études environnementales, exploration géophysique, utilisation géothermique et ingénierie des poches.

Pêches

82. L'autre activité organisée en Islande concerne la deuxième session du cours de formation à la recherche marine d'une durée de six mois. Cette année, le nombre de

participants est passé de six à neuf. Parmi ceux-ci, six provenaient d'Afrique, deux d'Asie et un d'Amérique du Sud. Après avoir effectué un cours d'introduction de huit semaines, quatre stagiaires se sont spécialisés dans la planification et la politique des pêches, trois dans la gestion de la qualité de la manutention et de la transformation des produits halieutiques et deux dans les technologies relatives aux engins de pêche.

Paix et bonne gestion des affaires publiques

83. Dans le cadre des activités de formation sur les questions relatives à la paix et à la bonne gestion des affaires publiques, l'ONU a organisé une série de séminaires sur la base des résultats des projets de recherche, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Ils étaient axés sur trois thèmes, à savoir : l'éthique et les affaires internationales; le maintien de la paix et la consolidation de la paix en Afrique; et nouveaux pouvoirs et pouvoirs vieillissants : un ordre international en transition. Le Programme a également tenu un séminaire de formation de formateurs sur l'alerte rapide et les mesures de prévention à l'École des cadres des Nations Unies, à Turin (Italie).

C. Cours de formation au Japon

84. Outre les activités de formation et de renforcement des capacités entreprises dans le cadre du programme de formation et de bourses de l'ONU, plusieurs nouvelles initiatives ont été lancées au Japon, y compris les cours internationaux de l'ONU, le séminaire mondial de l'ONU qui s'est tenu à Okinawa, les initiatives mises en oeuvre grâce au fonds Yutaka Akino et le programme Bateau pour les jeunes du monde.

Cours internationaux de l'ONU

85. La phase pilote de l'ONU/IC⁸ s'est achevée en 1999 avec 40 participants, dont 20 en provenance de pays en développement ont obtenu des bourses de l'ONU. L'ONU/IC est destiné à des étudiants de cycle universitaire supérieur et à des cadres qui souhaitent exercer des professions ayant trait aux relations internationales, dans la fonction publique ou dans des organismes privés, ou faire carrière dans la diplomatie. Ce cours est axé sur les thèmes ci-après touchant au système des Nations Unies : structure et activités; environnement et développement durable; droits de l'homme : concepts et grandes orientations et commerce international; et règlement des différends. Les cours pilotes ont été positifs et l'ONU/IC se tiendra dorénavant régulièrement tous les ans. Des préparatifs sont en cours pour le prochain cycle de l'ONU/IC qui aura lieu du 15 mai au 23 juin 2000.

Séminaires mondiaux

86. Les séminaires mondiaux de l'ONU, organisés sur une base annuelle, ont pour objectif de sensibiliser les jeunes vivant au Japon aux questions concernant l'Organisation des Nations Unies et aux grands problèmes mondiaux. Trois séminaires se sont tenus en 1999. Le séminaire de Shonan (le quinzième depuis 1985) a porté sur le thème de la mondialisation et du développement humain : vers l'élimination de la pauvreté. Le séminaire de Kobe (le cinquième depuis 1995) organisé en collaboration avec le Centre de coopération internationale de Kobe sur

le thème de la sécurité au XXI^e siècle. Étant donné que les séminaires mondiaux connaissent de plus en plus de succès et qu'ils sont considérés comme importants pour accroître le retentissement de l'Université dans le pays hôte, le Centre de l'ONU a décidé d'en organiser d'autres dans plusieurs régions du Japon. Le séminaire inaugural d'Okinawa s'est tenu à Naha, Okinawa, en décembre 1999 sur le thème « Problèmes environnementaux: dimensions locales, régionales et mondiales ». À partir de 2000, des séminaires supplémentaires auront également lieu à Shimane et à Hokkaido.

Initiative de l'ONU à la mémoire de Yutaka Akino

87. Le Gouvernement japonais a contribué à hauteur de 100 millions de yen au fonds de l'ONU à la mémoire de Yutaka Akino, tué dans l'exercice de ses fonctions au Tadjikistan. Les fonds serviront à soutenir quatre activités différentes : un nouveau projet de recherche quinquennal sur l'Asie centrale; les activités de l'ONU/IC concernant les conflits armés et le maintien de la paix en 2000 et la coopération et le développement à l'échelon international en 2001; à financer des participants à l'ONU/IC ayant fait la preuve de leurs compétences et intéressés par des stages dans des organismes des Nations Unies; et un séminaire mondial annuel de l'ONU, le séminaire de Hokkaiko, pendant trois ans.

Les programmes du « Ship for the World Youth »

92. L'ONU a commencé à collaborer officiellement avec l'Agence de gestion et de coordination du Bureau du Premier Ministre du Japon en 1999, en mettant sur pied le programme « Un bateau pour les jeunes du monde entier » (Ship for World Youth Programme), qui vise au renforcement de l'esprit de coopération internationale et de l'aptitude à le mettre en pratique, ainsi qu'à la promotion de l'amitié et de la compréhension mutuelle entre les jeunes Japonais et les jeunes des autres pays. Les participants assistent à des séminaires et à des réunions de groupe consacrés à des questions d'intérêt mondial ainsi qu'à diverses autres activités, organisés à bord du *Nippon Maru*, et rencontrent des jeunes et des responsables politiques dans de nombreux ports. Deux programmes d'une durée d'environ deux mois chacun ont été menés à bien en 1999, avec la participation de 120 Japonais et de 144 jeunes d'autres nationalités.

D. Nouvelles approches : renforcement intégré des capacités

93. Les services fournis par les donateurs en matière de renforcement des capacités laissent malheureusement à désirer, du fait qu'ils sont souvent ponctuels, conditionnés par l'offre, conçus au sommet et mis en œuvre par des experts étrangers, généralement originaires de pays développés. Pour essayer de corriger cette situation, l'ONU s'évertue à énoncer et à appliquer des méthodes novatrices de renforcement intégré des capacités, faisant appel aux collectivités, à la participation des différentes parties intéressées et à un partenariat Nord-Sud plus étroit.

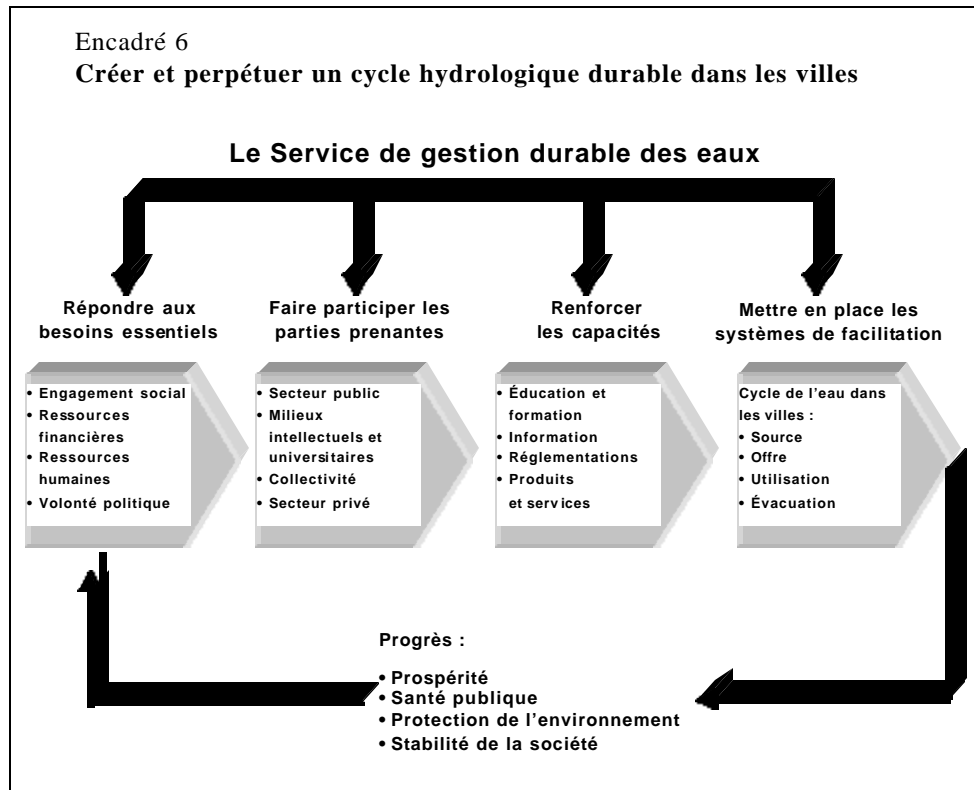
94. Le Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé a posé les premiers jalons de l'approche intégrée, qui est associée aux projets de développement visant à assurer une gestion plus durable des ressources en eau des villes. À partir d'un bilan des enseignements retirés des initiatives antérieures du Nord et du Sud, réalisé en partenariat avec la Commission nationale de l'eau du

Mexique, a été élaboré un modèle théorique de renforcement durable des capacités. Appelé « cadre à quatre composantes », il permet de visualiser l'ensemble des capacités nécessaires pour assurer la durabilité aux échelles locale, nationale et fédérale et de les organiser en catégories ou « composantes ». Ce modèle peut ensuite être utilisé comme une matrice permettant d'identifier les lacunes et d'énoncer des plans de développement cohérents, chiffrés et intégrés en vue de leur exécution.

95. Les quatre composantes interdépendantes sont les suivantes :

- a) Capacité à éduquer et à former, y compris l'éducation communautaire, l'éducation des adultes et l'enseignement scolaire;
- b) Capacité à évaluer et à comprendre les milieux aqueux;
- c) Capacité à légiférer, à réglementer et à faire respecter les obligations;
- d) Capacité à mettre en place les infrastructures, les services et les produits liés à l'eau.

92. La réaction initiale du Mexique donne à penser que ce cadre facile à comprendre est un moyen efficace de parvenir à des consensus, d'organiser des plans d'action cohérents et de répartir plus équitablement entre les parties prenantes les rôles, les responsabilités et les coûts. Il s'avère que le modèle a des applications plus larges et peut être utilisé par les pouvoirs publics à tous les niveaux et dans toutes sortes de domaines autres que celui de la gestion des ressources en eau des villes, notamment la protection des bassins versants et la gestion des zones côtières maritimes.



Chapitre V

Diffusion des résultats de la recherche

93. Pour renforcer l'impact de son action, l'Université informe les universitaires, les responsables des politiques et le public des résultats de ses recherches, notamment afin de faciliter la diffusion des données scientifiques et des pratiques optimales dans le monde en développement. Les résultats de la recherche sont diffusés principalement dans les livres, les articles publiés dans des revues, les notes d'orientation et les articles qui paraissent dans la presse. Pour faire connaître ses activités, l'UNU recourt de plus en plus à des moyens innovants tels que les disques optiques compacts, Internet et la vidéo.

A. Presses de l'UNU

94. En 1999, les Presses de l'UNU ont publié 19 titres au total, dont 15 mis en vente en tant que publications ordinaires et quatre proposés à titre gratuit. Les deux tiers des titres mis en vente publiés en 1999 étaient le résultat direct de projets de recherche menés par l'Université, le reste (soit 5 titres) provenant de manuscrits présentés par des chercheurs et touchant à des domaines liés aux travaux de l'Université. Les Presses de l'UNU continuent de s'efforcer de vendre ses ouvrages à des prix aussi raisonnables que possible. Outre les publications des Presses de l'UNU, cinq livres sont parus chez d'autres éditeurs qui s'inspiraient de projets de recherche conduits par l'UNU au cours de l'année (voir annexe V).

95. Dans le cadre d'un effort soutenu tendant à diffuser leurs publications aussi largement que possible dans les pays en développement, les Presses de l'UNU encouragent les maisons d'édition locales à les réimprimer à moindre frais. Les titres ci-après ont été publiés en 1999 – ou sont en cours de production – par des éditeurs locaux, pour être vendus à des prix modiques en tant qu'ouvrages copublicés avec les Presses de l'UNU :

- a) *The New Globalism and Developing Countries* [Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)];
- b) *International Finance and Developing Countries in a Year of Crisis* [Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)];
- c) *In Place of the Forest* [Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)];
- d) *China in the Twenty-First Century* [Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE)];
- e) *Conducting Environmental Impact Assessment for Developing Countries* (Inde et Asie du Sud);
- f) *Water for Urban Areas* (Inde et Asie du Sud);
- g) *Global Financial Turmoil and Reform* (Inde et Asie du Sud).

Encadré 7

Cet ouvrage remarquable représente un travail extraordinaire. Produire un livre de cette importance, dans le cadre d'un effort collectif, l'avoir écrit dans un style toujours très recherché, et en juxtaposant les idées et les informations d'une manière pertinente, était en soi un défi que le rédacteur et les éditeurs ont admirablement relevé ... Ce livre s'inspire de recueils analogues sur le Pacifique, l'Asie et l'Amérique latine : une fois n'est pas coutume, l'Afrique n'est en aucune manière le parent pauvre ... Aucun ouvrage ne peut vraiment aider à résoudre les problèmes que connaissent les villes africaines, mais celui-ci contribue grandement à mettre ces difficultés en lumière. Le rédacteur, les collaborateurs et l'éditeur méritent de chaleureuses félicitations.

Source : Carole Radoki, éd., « Africain Affairs », *The Urban Challenge in Africa* (1997).

96. Des publications des Presses de l'ONU, y compris des livres et des CD-ROM, continuent d'être régulièrement diffusées gratuitement et il a été fait don à plusieurs bibliothèques dans des pays en développement de nombreux exemplaires d'ouvrages en stock, dans le cadre d'une initiative menée avec Book Aid International. Neuf titres ont été traduits dans des langues différentes, notamment en japonais, et publiés en collaboration avec des maisons d'édition privées.

97. L'ONU a également publié plusieurs revues au cours de l'année, à savoir :

- a) *Food and Nutrition Bulletin*;
- b) *Journal of Food Composition and Analysis*;
- c) *Global Environmental Change – Human and Policy Dimensions*;
- d) *Mountain Research and Development*;
- e) *Global Governance*.

Information

98. Les principaux autres moyens d'informer les usagers potentiels des travaux de l'ONU sont les brochures, les bulletins d'information, les catalogues de publications, la page d'accueil de l'ONU sur Internet, les manifestations ouvertes au public et les autres matériels de promotion. En 1999, les travaux de l'ONU ont été cités 683 fois dans la presse.

99. **Journée mondiale de l'eau.** L'ONU a participé à une grande campagne médiatique destinée à marquer la Journée mondiale de l'eau, le 22 mars 1999, en publiant un communiqué de presse sur l'eau insalubre, qui a été diffusé par l'intermédiaire de plusieurs centaines de supports d'information en Amérique du Nord, et en organisant une série de 16 entretiens avec le recteur. L'Université a fait la une des journaux dans le monde entier, notamment celle du *Financial Times* et celle de *Newsweek International*, qui lui a consacré un long article, la radio de la British Broadcasting Corporation lui a donné une large publicité et l'un des entretiens du recteur avec la télévision de l'Associated Press a été diffusé dans le

monde entier. Les articles parus dans les dépêches de l'AP et Reuters ont été repris par un grand nombre de quotidiens partout dans le monde, notamment par le *Boston Globe*, *The Guardian* (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et le *Hong Kong Standard*.

100. **Journée mondiale de l'environnement.** Pour participer à la célébration de la Journée mondiale de l'environnement, le 5 juin 1999, l'ONU a organisé, avec une contribution substantielle du Centre d'information sur l'environnement mondial, une série d'activités dont le thème s'intitulait « Journée mondiale de l'environnement 1999 – Réponse mondiale » (2-13 juin 1999). L'ONU a notamment ouvert ses portes au public afin de présenter son action quant aux grandes questions touchant à l'environnement mondial et d'informer les visiteurs au sujet de l'ONU et d'autres bureaux de l'ONU au Japon. Diverses ONG et des bureaux nationaux de planification ont en outre organisé à cette occasion des spectacles et des manifestations autour de thèmes environnementaux. L'ONU a accueilli plus de 10 000 visiteurs au cours de la Journée mondiale de l'environnement.

101. **Journée mondiale de l'alimentation.** Pour marquer la Journée mondiale de l'alimentation, le 16 octobre, une campagne médiatique menée conjointement avec la Banque mondiale a mis en évidence l'action de l'Institut des ressources naturelles en Afrique dans le domaine de la conservation des sols. Cette campagne, préparée de la même manière que la précédente, consistait en un communiqué de presse et une série d'entretiens avec le Directeur de l'Institut. Elle a elle aussi été l'occasion pour la presse et les médias de donner une large publicité à l'Institut. Les articles parus dans les dépêches de l'AP, de Reuters et de Scripps Howard New Service ont été repris par plusieurs grands journaux et par des services de presse en ligne, et le Service des informations sur l'environnement a proposé une heure durant un dialogue en ligne avec le Directeur de l'Institut.

Conférences publiques

102. Plusieurs grandes conférences publiques ont été données au Centre de l'ONU ou dans ses centres et programmes de recherche et de formation, parmi lesquelles on peut citer :

- a) « A world financial authority », de John Eatwell (Helsinki, 2 février 1999);
- b) « Globalization and the prospects for democracy and the welfare state », de Erik Allardt (Helsinki, 25 mars 1999);
- c) « Development: with a special focus on human security – International Symposium on Development », de Masahiko Koumura, Ministre des affaires étrangères du Japon; Keizo Takemi, Secrétaire d'État aux affaires étrangères; Lincoln Chen, Vice-Président exécutif de la Fondation Rockefeller; Richard Jolly, Conseiller spécial de l'Administrateur du PNUD; Paul Collier, Directeur du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale; et Micah Cheserem, Gouverneur de la Banque centrale du Kenya (Tokyo, 24 juin 1999);
- d) « Globalization with a human face », de Mark Malloch Brown, Administrateur du PNUD (Tokyo, 4 août 1999);

- e) « Crisis of development or crisis of globalized markets? », de Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED (Helsinki, 1er septembre 1999);
- f) « The politics of UN peacekeeping, from Cambodia to Yugoslavia – UN Day », de John Sanderson, ancien commandant de la composante militaire de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC); Satish Nambiar, ancien commandant de la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU); Jioji Konousi Konrote, ancien commandant de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL); Yasushi Akashi, ancien Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires (Tokyo, 22 octobre 1999);
- g) « Is rising income inequality inevitable? A critique of the transatlantic Consensus, The UNU/WIDER annual lecture », de Tony Atkinson (Oslo, 1er novembre 1999);
- h) « Japan's world role in the twenty-first century », de Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (Tokyo, 11 novembre 1999);
- i) « Africa's biopolicy agenda in the twenty-first century – The UNU/INRA annual lecture », de Calestous Juma, Conseiller spécial du Center for International Development de l'Université Harvard (Addis-Abeba, 15 et 16 novembre 1999);
- j) « Preparing for the worst : Can we give hope to the victims in complex emergencies? 1999 Fridtjof Nansen memorial lecture », de Gro Harlem Brundtland, Directrice générale de l'OMS (Tokyo, 17 novembre 1999);
- k) « International development into the twenty-first century », de John Vereker, Secrétaire général du Département du développement international (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (Tokyo, 17 novembre 1999).

Diffusion électronique

103. Tout au long de l'année, l'UNU a systématiquement continué à rendre accessibles sous un format électronique l'ensemble de ses publications (qu'il s'agisse d'informations ou de travaux universitaires), et sa page d'accueil a été régulièrement mise à jour. De nouvelles rubriques, telles que « Priorité Afrique » ont été ajoutées lorsque cela semblait pertinent. On peut en outre aisément consulter les articles relatifs aux institutions, les informations concernant les activités de recherche et les annonces de manifestations à venir. Les liens vers les sites d'autres organisations élargissent l'accès aux informations. On trouvera ci-après quelques-unes des initiatives de grande envergure de l'UNU :

- a) Le nombre d'ouvrages publiés par les Presses de l'UNU et disponibles en texte intégral à la rubrique « Publications » de la page d'accueil a considérablement augmenté. Actuellement, plus de 100 titres et tous les numéros du *Food and Nutrition Bulletin* parus jusqu'à la fin 1999 peuvent être téléchargés gratuitement;
- b) La version CD-ROM intitulée « Collection on critical global issues », produite en 1998, a été largement mise à jour et contient désormais plus de 200 publications relatives à l'environnement, au développement, à l'alimentation et à la nutrition;

c) « The Food and Nutrition Library », nouveau projet CD-ROM consacré à l'alimentation et à la nutrition et réalisé en coopération avec de nombreuses organisations internationales et ONG (Programme alimentaire mondial (PAM), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Agence allemande de coopération technique, Service d'échanges technologiques allemand (GATE) et Peace Corps, notamment), contient maintenant le texte intégral de 260 publications qui seront accessibles sans frais dans les pays en développement.

d) Un accord a été passé avec netLibrary, le plus grand distributeur mondial en ligne d'ouvrages de référence, de travaux de recherche et de livres électroniques spécialisés (eBooks) aux États-Unis d'Amérique, ce qui permettra bientôt d'acheter les ouvrages des Presses de l'ONU dans leur version électronique, intégrale ou partielle, sur Internet;

e) Le premier numéro de « UNU Africa Research Observer », lettre d'information transmise par courrier électronique et contenant des rapports succincts et des liens avec les sites Web des projets de l'ONU ayant trait aux questions qui intéressent le continent africain, est publié dans une version électronique;

f) Une version en japonais de la page d'accueil principale de l'ONU, spécialement conçue pour faciliter l'accès des usagers dans le pays hôte, a été créée. En outre, une « fenêtre » en français, qui sera gérée par le bureau de l'ONU à Paris, est en cours de création sur la page d'accueil du site de l'Université.

104. La diffusion électronique ouvre à bien des égards les possibilités les plus intéressantes en matière de communication de l'information. Dans l'avenir, il faudrait associer les approches audiovisuelles aux publications électroniques et à d'autres modes de diffusion afin d'établir un programme multimédia complet. En vue de la création d'un système multimédia intégré qui fera appel à toutes les capacités audiovisuelles d'Internet, les premières mesures ont été prises pour proposer des services tels que la diffusion d'émissions en direct sur Internet et de vidéos à la demande sur la page d'accueil de l'ONU.

Chapitre VI

Recettes, dépenses et effectifs

105. En 1999, des contributions au Fonds de dotation ont été annoncées à l'UNU qui a aussi reçu des contributions aux frais de fonctionnement et à certains programmes précis. Durant l'année, l'Université a aussi bénéficié de l'appui d'homologues et d'autres parties, notamment d'une participation au financement des bourses et d'autres activités. Durant l'exercice biennal 1998-1999, le montant approuvé du budget de l'UNU a frôlé les 59 millions de dollars. Le tableau 1 ci-après présente une estimation provisoire du montant (non vérifié) des recettes effectives au 30 septembre 1999. On trouvera, à l'annexe VI la liste des contributions reçues par l'Université en 1999.

Tableau 1
Recettes pour 1998-1999, au 30 septembre 1999

(En milliers de dollars É.-U.)

Services de l'UNU	Contributions de base			Contribution		Total (brut)	Dédutions ^d	Total (net)
	Provenant du Fonds de dotation	Contributions aux frais de fonctionnement	Recettes accessoires ^b	Total partiel	s à des programmes précis ^c			
Centre de l'UNU	15 930	6 013	5 270	27 213	8 627	35 840	1 387	34 453
UNU/WIDER	4 536	153	252	4 941	646	5 587	555	5 032
UNU/INTECH	1 943	1 499	777	4 219	947	5 166	242	4 924
UNU/IIST	3 742	26	25	3 793	101	3 894	459	3 435
UNU/INRA	331	–	–	331	156	487	42	445
UNU/IAS	–	3 222	1 519	4 741	1 647	6 388	–	6 388
UNU/INWEH	–	1 387	406	1 793	240	2 033	–	2 033
UNU/ILA	–	500	612	1 112	250	1 362	–	1 362
UNU/BIOLAC	864	–	–	864	17	881	93	788
Total	27 346	12 800	8 861	49 007	12 631	61 638	2 778	58 860

^a Ces chiffres n'ont pas encore été vérifiés.

^b Inclut des contributions destinées au bâtiment du Siège de l'UNU ainsi que des recettes provenant de la vente de publications et de crédits reportés.

^c Inclut les contributions devant être reçues en 1999 et reportées sur les exercices à venir.

^d Total des frais de gestion des investissements et des réinvestissements.

106. Le tableau 2 ci-après contient une estimation provisoire, au 30 septembre 1999, des dépenses effectives pour l'exercice biennal 1998-1999.

Tableau 2

Dépenses pour 1998-1999, prévisions réalisées au 30 septembre 1999^a

(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Services de l'ONU</i>	<i>Activités scientifiques</i>			<i>Dépenses relative au personnel (ONU)</i>			<i>Frais de caractère général^d</i>	<i>Total</i>
	<i>Financées au moyen de contributions de base</i>	<i>Financées au moyen de fonds spécifiques</i>	<i>Total partiel</i>	<i>Personnel scientifique^b</i>	<i>Personnel administratif^c</i>	<i>Total partiel</i>		
Centre de l'ONU	4 599	5 680	10 279	5 078	6 817	11 895	6 696	28 870
UNU/WIDER	1 106	410	1 516	1 764	394	2 158	511	4 185
UNU/INTECH	443	930	1 373	1 209	819	2 028	556	3 957
UNU/IIST	989	71	1 060	983	438	1 421	543	3 024
UNU/INRA	291	117	408	704	42	746	241	1 395
UNU/IAS	3 860	1 331	5 191	1 161	1 013	2 174	1 527	8 892
UNU/INWEH	781	239	1 020	664	131	795	236	2 051
UNU/ILA	403	189	592	391	34	425	345	1 362
UNU/BIOLAC	813	–	813	–	–	–	–	813
Total	13 285	8 967	22 252	11 954	9 688	21 642	10 655	54 549

^a Ces chiffres n'ont pas été vérifiés.

^b Fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, des services généraux ou adjoints de 1re classe chargés des programmes scientifiques travaillant dans les domaines suivants : recherche et renforcement des capacités.

^c Autres catégories de personnel.

^d Incluent le bâtiment du Siège.

Tableau 3
**Dépenses effectuées à l'intérieur et hors du pays hôte en 1999 :
dépenses effectives (enregistrées sur la base des mouvements
de trésorerie) au 30 septembre 1999 (incluent les dépenses
au titre des engagements pour 1999 ainsi que des engagements
au titre d'années antérieures réglés en 1999)^a**

(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Services de l'UNU</i>	<i>Total</i>	<i>Dépenses effectives</i>	
		<i>Effectuées à l'intérieur du pays hôte^b</i>	<i>Effectuées hors du pays hôte^c</i>
Centre de l'UNU	25 828	16 110	9 718
UNU/WIDER	3 678	1 889	1 789
UNU/INTECH	3 795	2 409	1 386
UNU/IIST	2 837	1 566	1 271
UNU/INRA	1 208	88	1 120
UNU/IAS	7 236	5 402	1 834
UNU/INWEH	1 269	1 063	206
UNU/ILA	917	239	678
UNU/BIOLAC	670	71	599
Total	47 438	28 837	18 601

^a Ces chiffres n'ont pas encore été vérifiés.

^b Montants indicatifs exprimés en monnaie locale.

^c Montants indicatifs exprimés en dollars É.-U.

107. L'Université s'emploie sans relâche à renforcer sa dimension internationale. Son siège et ses instituts sont répartis dans 11 pays. Elle compte au total 211 fonctionnaires, dont 60 sont originaires de pays en développement. On trouvera ci-après le total des effectifs qui travaillent pour le Centre de l'UNU à Tokyo ainsi que pour les centres et programmes de recherche et de formation.

Tableau 4
Effectifs

Services de l'ONU	Effectifs totaux			Fonctionnaires de la catégorie des administrateurs			Fonctionnaires de la catégorie des services généraux			Administrateurs de classes supérieures (P-4/L-4)		
	Fonctionnaires originaires de pays en développement		Femmes	Originaires de pays en développement		Femmes	Originaires de pays en développement		Femmes	Originaires de pays en développement		Femmes
	Total	développement		Nombre	développement		Nombre	développement		Nombre	développement	
Centre de l'ONU	82	10	42	29	6	7	53	4	35	11	–	1
UNU/WIDER	25	7	12	9	4	1	16	3	11	5	2	–
UNU/INTECH	28	7	14	13	7	5	15	–	9	5	1	2
UNU/IIST	16	12	7	8	5	–	8	7	7	3	2	–
UNU/INRA	7	7	1	3	3	–	4	4	1	2	2	–
UNU/IAS	33	8	13	23	8	5	10	–	8	2	1	–
UNU/INWEH	10	–	4	7	–	2	3	–	2	1	–	–
UNU/ILA	6	5	1	4	3	–	2	2	1	1	–	–
UNU/BIOLAC	4	4	1	1	1	–	3	3	1	–	–	–
Total	211	60	95	97	37	20	114	23	75	30	8	3

Notes

- ¹ J. Klugman, *Social and Economic Policies to Prevent Complex Humanitarian Emergencies. Lessons from Experience*. UNU/WIDER, Policy Brief, No 2, 1999.
- ² <<http://www.wider.unu.edu/wiid/wiid.htm>>
- ³ Albrecht Schnabel et Ramesh Thakur, « Kosovo and the Changing Contours of World Politics », *Work in Progress: A Review of Research Activities of the UNU*, vol. 15, No 3, été 1999, p. 21 à 24.
- ⁴ Albrecht Schnabel et David Carment, « Preventing Conflict: Who, When and How? », *Work in Progress: A Review of Research Activities of the UNU*, vol. 15, No 3, été 1999, p. 10 à 12.
- ⁵ G. P. Sampson et W. B. Chambers, *Trade, Environment and the Millenium*, Presses de l'UNU, novembre 1999.
- ⁶ Page d'accueil : <<http://www.geic.or.jp/interlinkages/index.html>>.
- ⁷ Les publications suivantes offrent une analyse plus détaillée : a) Rhys Jenkins « Environmental Regulation and International Competitiveness: a Framework for Analysis », rapport général No 20, juillet 1999; b) Anthony Bartzokas et Masaru Yarime « Environmental Regulation and Corporate Strategies in the European Fertilizer Industry », rapport général No 21, juin 1999; et c) Jonathan R. Barton « Environmental Regulations, Globalisation of Production and Technological Change in the Iron and Steel Sector », rapport général No 22, juillet 1999.
- ⁸ Voir le site Web de l'UNU/IC : <<http://www.unu.edu/ic/>>.

Annexe I

Données statistiques préliminaires relatives aux activités de l'ONU

A. Projets de l'ONU, 1999

<i>Services</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Nombre de réunions</i>			<i>Dépenses au titre des projets^a (en milliers de dollars É.-U.)</i>		
		<i>Total</i>	<i>Tenues dans le pays hôte</i>	<i>Tenues dans les PMA</i>	<i>Montant Total</i>	<i>Effectuées dans le pays hôte</i>	<i>Effectuées dans les PMA</i>
Centre de l'ONU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	14	82	9	69	3 322	271	2 155
Centre de l'ONU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	20	16	3	4	887	24	223
UNU/WIDER	12	15	13	–	950	350	230
UNU/INTECH	13	4	–	1	620	379	57
UNU/IIST	13	9	–	–	303	250	53
UNU/INRA	7	7	7	7	305	66	239
UNU/IAS	13	20	11	4	1 912	506	625
UNU/INWEH	17	58	12	46	1 150	600	550
UNU/BIOLAC	2	2	–	2	50	5	50
Total	111	213	55	133	9 499	2 451	4 182

^a Estimations établies sur la base d'informations disponibles au 30 septembre 1999.

B. Directeurs de projet, consultants et participants aux réunions, 1999^a

<i>Services techniques de l'UNU</i>	<i>Directeurs de projet</i>			<i>Consultants</i>			<i>Participants aux réunions</i>	
	<i>Total</i>	<i>Originaires de PMA</i>	<i>Femmes</i>	<i>Total</i>	<i>Originaires de PMA</i>	<i>Femmes</i>	<i>Représentants officiels</i>	<i>Fonctionnaires de l'ONU</i>
Centre de l'UNU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	60	39	11	302	241	74	776	107
Centre de l'UNU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	21	4	1	223	65	45	310	200
UNU/WIDER	14	4	4	130	26	23	13	28
UNU/INTECH	8	4	3	8	5	2	42	10
UNU/IIST	–	–	–	38	25	2	8	–
UNU/INRA	3	3	2	13	6	17	27	24
UNU/IAS	7	7	3	35	35	8	31	15
UNU/INWEH	17	7	3	43	21	5	40	16
UNU/ILA	1	1	–	42	3
UNU/BIOLAC	2	1	–	–	–	–	–	–
Total	132	69	27	793	425	176	1 289	403

^a Estimations établies sur la base d'informations disponibles au 30 septembre 1999.

C. Bourses et stages, 1999

(Coût en milliers de dollars É.-U.)

<i>Services techniques</i>	<i>Coût</i>	<i>Bénéficiaires</i>		
		<i>Total</i>	<i>Originaires de PMA</i>	<i>Femmes</i>
Centre de l'UNU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	40	16	9	5
Centre de l'UNU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	10	7	7	5
Programme de formation géothermique ^a	200	15	15	3
Programme de formation relatif aux pêches ^b	120	9	9	2
UNU/WIDER	30	7	2	–
UNU/INTECH	200	14	14	5
UNU/IIST	250	55	53	9
UNU/INRA	–	18	18	3
UNU/IAS	564	29	13	6
UNU/INWEH	4	4	4	2
UNU/ILA	102	34	34	6
UNU/BIOLAC	146	21	21	14
Total	1 666	229	199	60

^a Relevant de l'Autorité nationale pour l'énergie d'Islande.

^b Relevant de l'Institut islandais de recherches marines.

D. Cours, 1999

(Coût en milliers de dollars É.-U.)

Services	Cours			Participants				Fonctionnaires de l'ONU
	Coût	Nombre total	Cours organisés dans les PMA	Nombre total	Originaires de PMA	Femmes	Décideurs	
Programme de formation géothermique	796	1	–	15	15	3	1	–
Programme de formation relatif aux pêches	405	1	–	9	9	2	4	–
Centre de l'ONU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	169	11	4	281	204	106	173	41
Centre de l'ONU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	–	–	–	–	–	–	–	–
UNU/WIDER	–	4	–	110	6	50	–	–
UNU/IIST	53	15	8	300	300	50	–	–
UNU/INRA	62	2	2	19	19	3	–	–
UNU/IAS	49	3	1	91	82	34	52	1
UNU/ILA	315	1	1	58	47	21	4	8
UNU/BIOLAC	122	5	5	77	77	46	–	–
Total	1 971	43	21	960	759	315	234	50

E. Publications, 1999^a

Services de l'ONU	Ouvrages publiés	Ouvrages en cours d'élaboration	Articles publiés dans les revues	Notes de synthèse	Articles publiés dans la presse
Centre de l'ONU – Programme consacré à l'environnement et au développement durable	6	15	20	15	5
Centre de l'ONU – Programme consacré à la paix et à la conduite des affaires publiques	5	5	20	1	30
UNU/WIDER	4	18	8	4	20
UNU/INTECH	2	3	12	3	–
UNU/IIST	–	1	25	–	39
UNU/INRA	1	1	–	1	1
UNU/IAS	5	5	13	4	28
UNU/ILA	–	–	–	–	–
Programme de formation géothermique	1	1	2	–	3
Programme de formation relatif aux pêches	–	2	2	–	6
Total	24	51	102	28	132

^a Incluent les études publiées dans les actes de conférence.

F. Activités visant à mieux faire connaître l'UNU, 1999

<i>Services de l'UNU</i>	<i>Documents et bulletins d'information habituels</i>			<i>Numéros spéciaux, 1999</i>		<i>Nombre de fois où l'UNU a été mentionnée dans la presse</i>	<i>Principales manifestations publiques</i>	<i>Nombre de fois où le site Web de l'UNU a été consulté (par mois)</i>
	<i>Nombre</i>	<i>Par année</i>	<i>Tirage (nombre d'exemplaires)</i>	<i>Nombre</i>	<i>Distribution (nombre d'exemplaires)</i>			
Centre de l'UNU	5	2-3	5 000- 50 000	6	3 000- 25 000	450	9	8 000
UNU/WIDER	1	2	7 500	2	3 500	45	9	300
UNU/INTECH	–			1	50	20	–	1 000
UNU/IIST	1	4	200	4	300	50	1	2 093
UNU/INRA	1	1	200	1	350	25	2	..
UNU/IAS	1	2	3 000	1	2 000	55	4	1 670
UNU/INWEH	1	3	2 000	1	15 000	25	4	..
Programme de formation géothermique	1	1	300	–	..	3	–	..
Programme de formation relatif aux pêches	1	1	100	–	..	10	–	..
Total	12	s.o.	..	16	..	683	29	..

Annexe II

Nouveaux accords conclus par l'ONU en 1999

1. Déclaration d'intention PNUD/ONU visant à promouvoir l'instauration de partenariats concrets.
2. Mémoire d'accord conclu avec le consortium africain de recherche économique en vue de renforcer la coopération, notamment dans le domaine du développement humain.
3. Accord général de coopération conclu par l'ONU et par l'École supérieure d'agriculture de Wageningen (Pays-Bas) en vue de coopérer dans des domaines d'intérêt mutuel, tels que l'alimentation et la nutrition.
4. Accord de coopération conclu entre l'ONU, les autorités préfectorales d'Iwate et l'Institut de recherches océanographiques de l'Université de Tokyo aux fins de la mise en oeuvre d'un projet coopératif de recherches internationales sur l'environnement marin et côtier.
5. Accord de coopération conclu entre l'ONU et la Société Shimadzu aux fins de l'exécution d'un projet portant sur la surveillance et la gestion publique de l'environnement et sur les composés perturbant le système endocrinien présents dans l'hydrosphère des côtes d'Asie orientale.
6. Accord de coopération et mémorandum d'accord conclus entre l'ONU, l'Université de Gand et le Ministère de la communauté flamande de Belgique concernant l'organisation d'un programme de formation internationale sur la biodiversité.
7. Accord d'échanges universitaires conclu par l'ONU et par l'Université de Tokyo en vue de renforcer et d'étendre leur coopération dans des domaines d'intérêt commun, grâce à des travaux de recherche multidisciplinaires, à une formation de pointe et à la diffusion de connaissances.
8. Mémorandum d'accord conclu par l'ONU et par l'Association des universités africaines en vue de renforcer la coordination des travaux que l'ONU et l'Association consacrent à l'enseignement supérieur en Afrique.
9. Mémorandum d'accord conclu par l'ONU et par l'Université de Yaoundé en vue d'assurer le démarrage effectif, à compter de 2000, de cours de deuxième et troisième cycles universitaires portant sur l'utilisation de l'informatique pour l'étude des ressources naturelles.
10. Accord passé entre l'Université des Nations Unies et l'Université Laurentienne (Canada) en vue de collaborer à la mise en place d'un projet conjoint visant à développer et à promouvoir l'Institut d'innovation, d'apprentissage et de technologie de l'Université Laurentienne.
11. Accord passé entre l'UNESCO, l'Université des Nations Unies, la ville de Cannes et l'Université de Nice-Sophia Antipolis, concernant le Réseau méditerranéen UNITWIN/Chaires UNESCO sur les ressources en eau, le développement durable et la paix: participation des universités, villes et acteurs économiques.

12. Accord passé entre l'Université des Nations Unies et le Gouvernement jordanien concernant la création du Bureau de coopération internationale (UNU/INWEH).
13. Lettre d'intention entre l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Université des Nations Unies (UNU) et le Réseau mondial pour l'innovation dans l'enseignement supérieur (RMIES), dans le cadre du programme UNITWIN/Chaires UNESCO.

Annexe III

Contributions apportées au système des Nations Unies et liens noués avec ce dernier

1. De par sa nature et son mandat, l'Université des Nations Unies a un pied dans le monde universitaire et un autre dans le système des Nations Unies. Elle a pour objectif premier de renforcer le rôle qu'elle joue en tant que ressource intellectuelle d'une importance stratégique pour le système multilatéral de coopération. Mais pour pouvoir apporter une contribution valable au système des Nations Unies, elle doit aussi faire office de courroie de transmission entre la communauté universitaire internationale et l'ONU. Il lui faut également, et c'est là un défi majeur, continuer de rechercher des moyens plus diversifiés et plus créatifs qui permettent à l'ONU de tirer dûment parti des ressources intellectuelles des universités et des établissements de recherche spécialisés du monde entier.

2. Le recteur de l'UNU participe aux réunions du Comité administratif de coordination (CAC) de l'ONU tandis que d'autres fonctionnaires de l'Université siègent dans certains organes subsidiaires dudit comité, ce qui permet de renseigner directement les principales personnes concernées sur les incidences que les travaux de l'UNU ont sur les orientations de politique générale.

3. Dans le cadre des travaux qu'elle mène au titre des projets, l'UNU collabore avec 38 organismes du système des Nations Unies. En outre, le renforcement de la collaboration avec différents organismes de l'ONU constitue l'un des axes de la politique suivie par sa direction. C'est ainsi notamment que l'Université a resserré ses liens de coopération avec plusieurs départements du Secrétariat de l'ONU en 1999. Elle a aussi assuré, en collaboration avec l'UNESCO, le suivi de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur, du programme UNITWIN/Chaires UNESCO, de la Conférence mondiale sur la science, du Programme de gestion des transformations sociales et du Programme hydrologique international. Cette collaboration a aussi porté sur le renforcement des capacités dans les domaines suivants : mise au point de logiciels éducatifs et de programmes d'enseignement de l'informatique.

4. Bien que les réunions de l'UNU rassemblent généralement des chercheurs et des spécialistes, bon nombre de représentants officiels d'autres organismes de l'ONU ou d'institutions de Bretton Woods ont participé à celles qui ont eu lieu en 1999 (379 au total). C'est ainsi que durant le présent exercice, quelque 30 experts venant d'organismes tels que la Banque interaméricaine de développement (BIAD), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), le PNUD, l'ONU, l'UNICEF, la CEPALC, la FAO, l'OIT, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'OCDE, ont participé aux travaux de recherche de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER).

5. De hauts fonctionnaires de l'UNU/WIDER examinent, de concert avec des experts venus de l'extérieur, les rapports majeurs que l'ONU établit au nom de l'UNU, comme l'a demandé le Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales.

Organes et organismes des Nations Unies et organisations apparentées collaborant avec l'ONU

Banque africaine de développement (BafD)
Banque asiatique de développement
Banque mondiale
Bureau de la coordination des affaires humanitaires du Secrétariat de l'ONU
Comité interinstitutions du développement durable
Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
Convention sur la diversité biologique
Convention sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique
Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU
Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat de l'ONU
Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
Fonds des Nations Unies pour la population
Fonds des Nations Unies pour l'enfance
Fonds international de développement agricole
Fonds monétaire international
Fonds pour l'environnement mondial
Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation météorologique mondiale
Organisation mondiale de la santé
Organisation mondiale du commerce
Programme des Nations Unies pour le développement
Programme des Nations Unies pour l'environnement

Annexe IV

Partenaires ne faisant pas partie des organismes de l'ONU

- Académie chinoise des sciences
- Académie nationale des sciences, Égypte
- Agence canadienne de développement international
- Association des universités africaines
- Association internationale de géothermie
- Association internationale de recherche sur la paix
- Association internationale des recteurs d'universités
- Association internationale des sciences économiques
- Association internationale des universités
- Autorité nationale de l'énergie, Islande
- Centre de recherche et de développement de la nutrition, Indonésie
- Centre de recherche pour le développement international (CRDI), Canada
- Centre international de référence et d'information pédologiques
- Centre panaméricain de génie sanitaire et des sciences de l'environnement (CEPIS)
- Centre régional pour le développement des technologies à faible coût dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement, Burkina Faso
- Commission européenne
- Conseil international des unions scientifiques
- Conseil universitaire pour le système des Nations Unies
- Earth Institute, Université Columbia, États-Unis
- Fondation internationale pour la science
- Fondation Nestlé
- Foundation for International Environment Law and Development (FIELD), Royaume-Uni
- Global Development Network
- Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
- Industries islandaises de la pêche
- Institut d'éducation et de formation à l'environnement d'Amérique du Nord, Mexique
- Institut d'études sociales, Pays-Bas
- Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP), Guatemala
- Institut de nutrition, Université du Chili
- Institut de recherche économique sur l'innovation et la technologie de Maastricht (MERIT), Université de Maastricht, Pays-Bas
- Institut de recherche sur les techniques de transformation des aliments, Inde
- Institut de recherche océanographique, Islande
- Institut de santé publique, Yougoslavie
- Institut indien de technologie, Delhi
- Institut national de nutrition, Égypte
- Institut national de nutrition, Italie
- Institut national de recherche alimentaire, Japon
- Institut vénézuélien de la recherche scientifique
- Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais, Brésil
- International Mountain Society
- Japan-United Nations Studies Association
- Kirin Brewery Company, Japon
- Laboratoires islandais de la pêche
- Organisation des pêcheries du lac Victoria
- Organisation mondiale des parlementaires pour la protection de l'environnement
- Réseau africain d'institutions scientifiques et techniques
- Science and Technology Policy Research/Institute of Development Studies (SPRU/IDS), Université du Sussex, Royaume-Uni
- Système d'analyse, de recherche et de formation concernant le changement au niveau mondial
- Union géographique internationale
- Union internationale des sciences de la nutrition, Pays-Bas
- Université d'Akureyri, Islande
- Université Anna, Inde
- Université Cornell, États-Unis
- Universidade Estadual de Campinas, Brésil
- Universidade Federal de Pará, Brésil
- Université d'Islande
- Université de Dar es Salaam, République-Unie de Tanzanie
- Université de Gand, Belgique
- Université de Genève, Suisse
- Université Mahidol, Thaïlande
- Université de Nairobi, Kenya
- Université de Tokyo, Japon
- Université des sciences agronomiques de Wageningen, Pays-Bas
- Université du Cap, Afrique du Sud
- Université du Ghana
- Université du Malawi

Annexe V

Titres publiés en 1999

A. Presses de l'Université des Nations Unies

The Basin of Mexico: Critical Environmental Issues and Sustainability, par Exequiel Ezzurra et collaborateurs

Management of Latin American River Basins: Amazon, Plata and São Francisco, publié sous la direction d'Asit K. Biswas et collaborateurs

Water for Urban Areas: Challenges and Perspectives, publié sous la direction de Juha I. Uitto et Asit H. Biswas

The Ordos Plateau of China: An Endangered Environment, par Hong Jiang

Democracy, Governance and Economic Performance: East and Southeast Asia, publié sous la direction de Ian Marsh et collaborateurs

The Democratic Process and the Market: Challenges of the Transition, publié sous la direction de Mihály Simai

Peacekeepers, Politicians, and Warlords: The Liberian Peace Process, par Abiodun Alao et collaborateurs

United Nations Peacekeeping Operations: A Guide to Japanese Policies, par L. William Heinrich, Jr. et collaborateurs

International Security Management and the United Nations, publié sous la direction de Muthiah Alagappa et Takashi Inoguchi

Trade, Environment, and the Millenium, publié sous la direction de Gary P. Sampson et W. Bradnee Chambers

Model, Myth, or Miracle? Reassessing the Role of Governments in the East Asian Experience, par Beatrice Weder

Cities and the Environment: New Approaches for Eco-Societies, publié sous la direction de Takashi Inoguchi et collaborateurs

Conducting Environmental Impact Assessment for Developing Countries, par Prasad Modak et Asit K. Biswas

Crucibles of Hazard: Mega-cities and Disasters in Transition, publié sous la direction de James K. Mitchell

Global Financial Turmoil and Reform : A United Nations Perspective, publié sous la direction de Barry Herman

What is Equitable Geographic Representation in the Twenty-first Century?, publié sous la direction de Ramesh Thakur (hors commerce)

Africa's Natural Resource Conservation and Management Surveys: Summary Proceedings of the UNU/INRA Regional Workshop, publié sous la direction de J. J. Baidu-Forson (hors commerce)

Networking in Brucellosis Research II: Proceedings of the UNU/BIOLAC Brucellosis Workshop, publié sous la direction de Julius F. Frank (hors commerce)

African Mountains and Highlands: Planning for Sustainable Use of Mountain Resources, publié sous la direction de Francis F. Ojany (hors commerce)

Traductions

Les efforts déployés pour élargir la diffusion des ouvrages publiés par les Presses de l'Université des Nations Unies et pour mettre les fruits de la recherche de l'ONU à la portée d'un plus grand nombre de lecteurs par le biais de traductions et de copublications, ont produit des résultats positifs en 1999. Il convient de signaler notamment le nombre significatif, d'ouvrages des Presses de l'ONU traduits en japonais. Les titres ci-dessous ont été traduits et ont fait l'objet de copublications avec d'autres éditeurs :

The Changing Nature of Democracy, publié sous la direction de Takashi Inoguchi et collaborateurs (1998) : en japonais, avec Yuhikaku Publishing; et en chinois, avec Wangsheng Books

The Long Road to Recovery, publié sous la direction de James K. Mitchel (1996) : en japonais, avec Sogei Publishing

The Impact of Chaos on Science and Society, publié sous la direction de Celso Grebogi et James A. Yorke (1997) : en japonais, avec Morikita Publishing

Eco-restructuring, publié sous la direction de Robert U. Ayres et Paul M. Weaver (1998) : en japonais, avec Sogei Publishing

Who's Hungry? And How Do We Know? Par Laurie DeRose et collaborateurs (1998) : en japonais, avec Seiryu Publishing

Volunteers Against Conflict (1996) : en japonais, avec Seiryu Publishing

China in the Twenty-first Century, publié sous la direction de Fumio Itoh (1997) : en chinois, avec l'Académie chinoise des sciences et des techniques

In Fairness to Future Generations, par Edith Brown Weiss (1992) : en chinois, avec Law Press of China; et en espagnol, avec Mundi Prensa Libros

The Oceanic Circle, par Elisabeth Mann Borgese (1998) : en allemand, avec Mare Verlag (Kiepenheuer und Witsch)

Des négociations sont en cours avec un éditeur japonais pour la traduction et la copublication, chaque année, de quatre titres des Presses de l'Université des Nations Unies sur les questions d'environnement.

B. Autres publications d'ouvrages inspirés par des travaux de l'ONU

Björn Hettne, Andrés Inotai and Osvaldo Sunkel (publié sous la direction de), *Globalism and the New Regionalism*, vol. I. Macmillan Press/St. Martin's Press, 1999 (New Regionalism Series/International Political Economy Series)

Aiguo Lu, *China and the Global Economy since 1840*. Macmillan Press/St. Martin's Press, 1999.

Peter Svedberg, *Poverty and Undernutrition: Theory, Measurement, and Policy*. Oxford University Press, 1999 (UNU/WIDER Studies in Development Economics)

C. Collection des conférences

The Humanitarian Challenge in a World of Conflict: The Plight of Land-mine Victims (Conférence à la mémoire de Fridtjof Nansen, 1998), par Astrid Nøklebye Heiberg

President of the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies: African Development in the Twenty-first Century, avec des contributions de Cassim Chilumpha et Delphin G. Rwegasira

Donor Coordination and the Effectiveness of Development Assistance, avec des contributions de Hisashi Owada, Joseph Stiglitz, Carol Bellamy et Patrizio Civili

The Economics of Land Degradation and Rural Poverty Linkages in Africa (Conférences annuelles de l'UNU/INRA 1998), par Edward B. Barbier

Annexe VI

Contributions reçues entre le 1er janvier et le 30 septembre 1999

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Gouvernements</i>	<i>Montant</i>	
Belgique	224 715,34	Projet de l'ONU sur la biodiversité
Canada	782 893,43	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/INWEH
Danemark	80 000,00	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/WIDER
Danemark	45 000,00	Projet de l'ONU/WIDER sur les institutions et le développement
Finlande (SITRA) ^a	74 426,96	Projet de l'ONU/IAS sur les forêts, la société et l'environnement dans le monde
Inde	150 000,00	Fonds de dotation
Japon	2 254 000,00	Contribution de fonctionnement pour l'ONU
Japon	1 747 000,00	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/IAS
Japon	830 000,00	Contribution à divers projets de l'ONU
Japon	833 333,33	Contribution au projet Akino de l'ONU
Japon	441 666,67	Contribution à la création du Centre de données de l'ONU
Jordanie	500 000,00	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/ILA
Macao	44 139,65	Projet de l'ONU/IST relatif au Centre de réseaux d'information de Macao
Pays-Bas	521 376,36	Contribution de fonctionnement pour l'ONU/INTECH
Norvège	60 000,00	Cours 1999 de formation des dirigeants dispensé par l'ONU/ILA
Slovaquie	15 000,00	Fonds de dotation
Suède (SIDA) ^b	87 858,99	Projet de l'ONU/WIDER sur la distribution des revenus et la structure sociale pendant la transition
Royaume-Uni	29 368,38	Projet de l'ONU/WIDER sur l'Afrique subsaharienne
Total partiel	8 720 779,11	
Autres bailleurs de fonds		
Center for Environmental Information Science (Japon)	21 008,40	Conférence de l'ONU/IAS sur un avenir viable
Commission européenne	33 358,81	Projet de l'ONU/INTECH sur le changement technologique et les politiques en matière de science et de technologie dans les régions européennes les moins favorisées
INAEFE ^c (Mexique)	13 614,87	Projet de l'ONU/INWEH au Mexique
Fédération des municipalités canadiennes (Canada)	10 953,64	Projet de puits aquifères de l'ONU/INWEH à Rafah
Fonds mondial pour l'environnement	822 625,00	Appui au projet sur les populations, l'aménagement des sols et le changement écologique
BIRD (Banque mondiale)	27 000,00	Projet de l'ONU/INWEH
Centre de recherche pour le développement international (Canada)	29 386,40	Projet de l'ONU/INTECH sur les retombées sur l'emploi et le commerce international dans les pays en développement, Inde

<i>Gouvernements</i>	<i>Montant</i>	
Centre de recherche pour le développement international (Canada)	22 934,23	Appui au projet sur la prévention des conflits
Participants au Programme international de formation des dirigeants	5 902,82	Frais d'inscription au cours de formation des dirigeants dispensé par l'UNU/ILA en 1999
Fondation Ishikawa pour les échanges internationaux (Japon)	118 680,67	Projet de l'UNU/IAS sur l'écorestructuration et l'écologie industrielle
Junta de Agua y Saneamiento de Juarez	82 346,84	Projet de l'UNU/INWEH sur la gestion des déchets biologiques solides de Juarez
Kirin Brewery Company (Japon)	239 130,43	Contribution aux bourses UNU/Kirin pour 1999
Kokuba-gumi (Japon)	819,67	Appui à la session d'Okinawa du Séminaire mondial 1999 de l'UNU
Libra (Japon)	10 000,00	Appui au projet de langage universel des réseaux informatiques de l'UNU/IAS
Okinawa Credit Service Company (Japon)	434,78	Appui à la session d'Okinawa du Séminaire mondial 1999 de l'UNU
Okinawa Electricity Company (Japon)	2 608,70	Appui à la session d'Okinawa du Séminaire mondial 1999 de l'UNU
Okinawa Bank Association (Japon)	1 801,80	Appui à la session d'Okinawa du Séminaire mondial 1999 de l'UNU
Oracle Finland (Finlande)	10 000,00	Appui au programme de conférences annuelles de l'UNU/WIDER
Autorité régionale de Sardaigne (Italie)	80 000,00	Étude de faisabilité sur la création d'un programme de sciences de la mer et de questions maritimes
Rissho Koseikai (Japon)	24 793,39	Appui à la Conférence mondiale des organisations non gouvernementales de l'UNU
Ryukyu Cement Company (Japon)	413,22	Appui à la session d'Okinawa du Séminaire mondial 1999 de l'UNU
Fondation Sato (Japon)	8 333,33	Appui à la bibliothèque de l'UNU
Shimazu Company (Japon)	155 826,09	Appui au projet de surveillance et de gouvernance de l'environnement : pollution de l'hydrosphère côtière d'Asie de l'Est par des substances perturbant le système endocrinien
Tokyo Soft (Japon)	10 434,78	Appui au projet de langage universel des réseaux informatiques de l'UNU/IAS
ONU (Département des affaires économiques et sociales)	30 334,62	Projet de l'UNU/WIDER sur les nouveaux rôles et fonctions de l'ONU et des institutions de Bretton Woods
Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)	25 000,00	Appui au projet d'étude mondiale sur les marchés des drogues illégales
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	12 590,00	Appui au projet sur l'Afrique et l'Asie dans l'économie mondiale

<i>Gouvernements</i>	<i>Montant</i>	
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	11 700,00	Projet de l'UNU/ILA sur une chaire de l'UNESCO
Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)	20 000,00	Projet de l'UNU/INTECH sur l'observation de l'impact des nouvelles technologies sur le travail des femmes dans l'industrie asiatique
Fondation des Pays-Bas pour l'avancement de la recherche tropicale	11 719,54	Projet de l'UNU/INTECH sur l'évolution de la technologie des logiciels et ses implications pour la Division internationale du travail entre les industries indienne et américaine de logiciels
Yabu Construction Company (Japon)	826,45	Appui à la session d'Okinawa du séminaire mondial 1999 de l'UNU
Fondation Yrjo Jahnsson (Finlande)	17 953,32	Projet de l'UNU/WIDER sur l'Union économique et monétaire européenne et son impact sur l'Europe et les pays en développement
Total partiel	1 861 669,73	
Total	10 582 448,84	

^a Fonds national finlandais pour la recherche et le développement.

^b Agence suédoise de développement international.

^c Institut nord-américain d'éducation et de formation à l'environnement.

Annexe VII

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies en 1999

Membres nommés

Mme Ingrid **Moses** (Australie), Présidente du Conseil, vice-chancelier de l'Université de New England, Armidale (Australie)

M. Yoginder K. **Alagh** (Inde), membre du Parlement indien (Chambre haute), vice-président de l'Institut Sardar Patel de recherche économique et sociale, et ancien Ministre d'État pour la science et la technologie et l'énergie

M. Faizah M. **Al-Kharafi** (Koweït), président de l'Université du Koweït, Safat

M. Josep **Bricall** (Espagne), président, Conférence des recteurs européens – Association des universités européennes, Genève

M. José Joaquín **Brunner Ried** (Chili), ancien Ministre, Ministère du Secrétaire général, Gouvernement chilien

Mme Ana Maria **Cetto** (Mexique), vice-présidente du Comité de la science et de la technique dans les pays en développement du Conseil international de l'union scientifique, et professeur de recherche à l'Institut de physique de l'Université nationale autonome du Mexique

M. Paolo **Costa** (Italie), professeur au Département des sciences économiques de l'Université Ca' Foscari de Venise, et ancien Ministre des travaux publics

Mme Elizabeth J. **Croll** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), chef du Département des études pour le développement de l'Université de Londres

M. Donald **Ekong** (Nigéria), chercheur résident, Fondation Ford, Johannesburg (Afrique du Sud)

M. Salim **El-Hoss** (Liban), membre du Parlement libanais, professeur d'économie à l'Université américaine de Beyrouth, et ancien Premier Ministre du Liban

M. Donald **Gerth** (États-Unis d'Amérique), président de l'Université d'État de Californie à Sacramento (États-Unis), et président de l'Association internationale des recteurs d'université

M. Genady Nikolaevich **Golubev** (Fédération de Russie), chef du département de géographie physique et de géoécologie mondiale à la faculté de géographie de l'Université d'État de Moscou

Mme Françoise **Héritier-Augé** (France), directrice du Laboratoire d'anthropologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales, Collège de France

M. Risto **Ihamuotila** (Finlande), chancelier de l'Université d'Helsinki

Mme Aleksandra **Kornhauser** (Slovénie), directrice du Centre international d'études chimiques de l'Université de Ljubljana

M. **Lin** Quan (Chine), secrétaire général de la Commission d'État pour la science et la technologie, Beijing

Mme Graça **Machel** (Mozambique), présidente de la Fondation pour le développement communautaire, Mozambique

Mme Valeria **Merino-Dirani** (Équateur), directrice exécutive de la Corporación Latinoamericana para el Desarrollo, Quito

M. Ahmadou Lamine **N'Diaye** (Sénégal), Ministre Conseiller spécial du Président de la République sénégalaise et ancien recteur de l'Université Gaston-Berger de Saint-Louis

M. Jairam **Reddy** (Afrique du Sud), consultant indépendant en enseignement supérieur et ancien vice-chancelier de l'Université de Durban

Mme Françoise **Thys-Clement** (Belgique), pro-recteur, Université libre de Bruxelles

M. Carlos **Tünnermann** Bernheim (Nicaragua), conseiller spécial auprès du Directeur général de l'UNESCO pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Managua

M. Wichit **Srisa-an** (Thaïlande), recteur de l'Université Suranaree de technologie

M. Chusei **Yamada** (Japon), professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université Waseda, Tokyo

Recteur

M. Hans **van Ginkel** (Pays-Bas)

Membres de droit

M. Kofi **Annan** (Ghana), Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. Federico **Mayor** (Espagne), Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris

M. Marcel **Boisard** (Suisse), Directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Genève